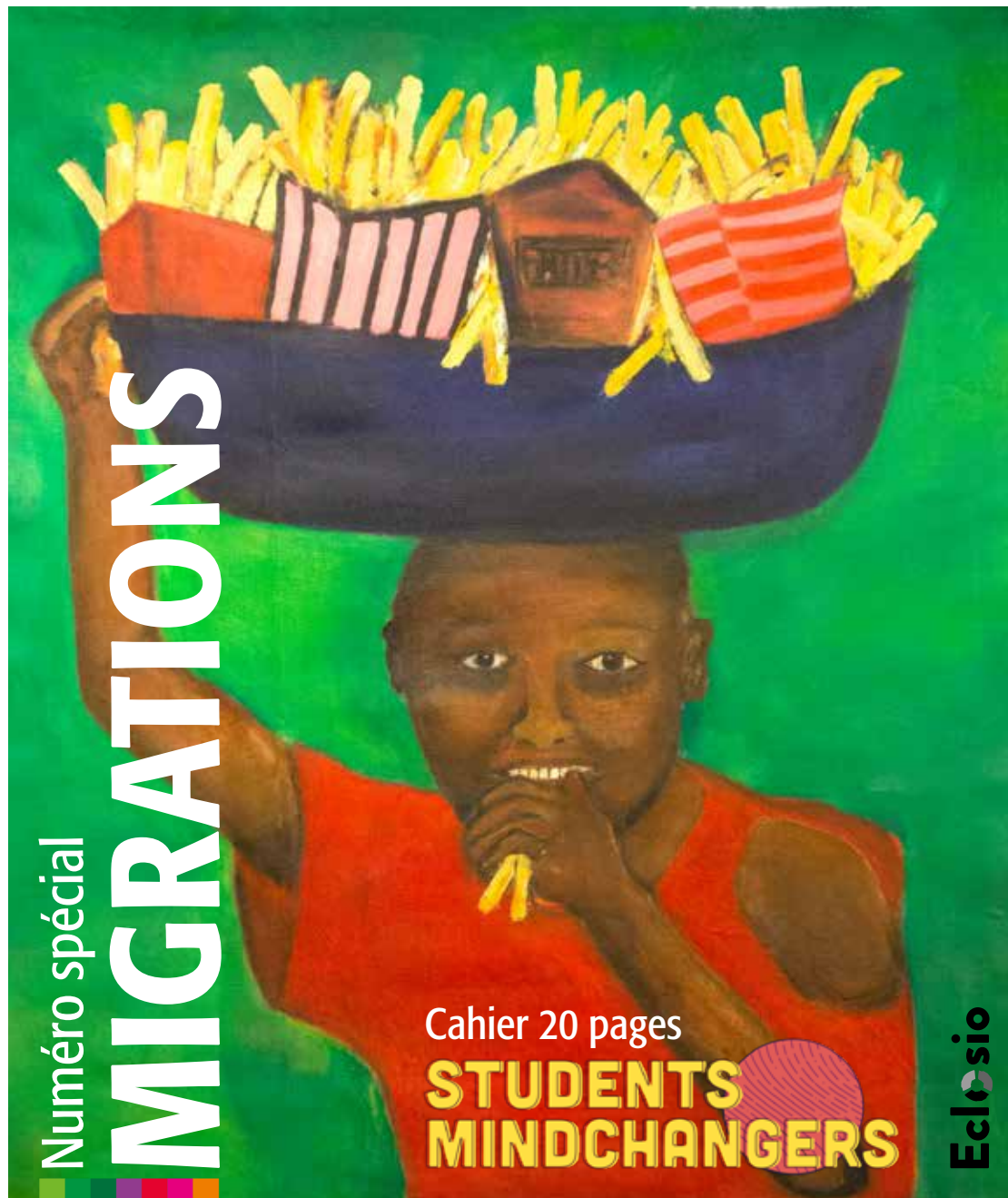


Cultivons le futur

Été 2022 n° 08 > Slow press

Penser - Agir - Construire ensemble



Numéro spécial

MIGRATIONS

Cahier 20 pages

**STUDENTS
MINDCHANGERS**

Eclósio

Changeons !

A lors que l'actualité russo-ukrainienne nous rappelle à quel point les enjeux liés à l'accueil sont importants, il ne faut pas oublier que, dans un monde en pleine mutation, les déplacements de population sont de plus en plus réguliers. Pourquoi décider de quitter son chez soi ? Quels sont les enjeux et les défis de tels voyages ? A quelles difficultés ces hommes et ces femmes se retrouvent-ils confronté-es une fois leur destination atteinte ?

Vous l'aurez compris, ce Cultivons le Futur n° 8 portera sur la migration sous toutes ses facettes. Entre la dureté des périples migratoires qui se soldent trop souvent par la mort, la complexité de l'intégration et notre rôle à chacun-e face à cette thématique, chaque auteur-e a pu y apporter son regard. De plus, ces dernières années, Eclasio a également eu souvent l'occasion de travailler la thématique migratoire. D'abord à travers son projet Diaspora en Action mais aussi via le projet Students MindChangers qui fera l'objet d'un focus particulier au centre de ce magazine.

Nous tenons à remercier chacun-e des auteur-es pour leur contribution à ce numéro et notamment les étudiant-es ayant participé à notre atelier d'écriture dans le cadre de Students MindChangers !

Olfa Chedli

2 chargée d'Education Citoyenne, gestion inclusive des savoirs et des publications, Eclasio

Couverture : *Vendeuse de frites*, Honoré Ndayishimiye, 2022, Collection privée.

Diplômé en peinture de l'Académie Royale des Beaux-Arts de Liège - ESAHR et lauréat du 1^{er} Prix de l'Académie en 2022, **Honoré Ndayishimiye** fait dialoguer dans son travail ses origines rwandaises avec la Belgique, où il vit depuis 2013.

Avec le soutien de :



Belgique
partenaire du développement



03 ■ L'accueil des réfugiés ukrainiens

Patrick Wautelet

06 ■ Mourir en migration

Félicien de Heusch

10 ■ Diaspora en Action

Kévin Dupont

17 ■ Le projet

à

36



37 ■ Le racisme ordinaire

Grace Andrews

43 ■ Genre et migration

Zoé Vandermeeren

47 ■ Les quatre "S"

Mélanie Pepermans

49 ■ Festival Unic

Laura Beuker, Florence Hautekeer,
Julie Louis, Elsa Mescoli

Editeur responsable : S. Pascal

Coordinatrice du magazine : O. Chedli

Eclasio Passage des déportés 2 à 5030 Gembloux
info@eclasio.org

Design et mise en page : six-dn9rL6-deux®
sixquatredeuxdesign@gmail.com

Dans le cadre
d'un programme
commun :



Cette œuvre est mise à disposition sous licence
Attribution 2.0 Belgique.
Pour voir une copie de cette licence, visitez
<http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/be/>

L'accueil des réfugiés ukrainiens : deux poids, deux mesures ?

Quel contraste entre ces images d'ukrainiens accueillis à bras ouverts en Pologne, en Roumanie et partout en Europe depuis le début de la guerre qui ravage ce pays et celles, plus anciennes, mais non moins saisissantes, de ces personnes originaires de Syrie, d'Afghanistan ou d'Afrique qui tentent de rejoindre la Grèce au départ de la Turquie et sont arrêtées soit par la fureur des vagues, soit par le mur construit par la Grèce pour protéger ses frontières et empêcher tout passage !

Le contraste est plus saisissant encore lorsque l'on se souvient que des milliers de personnes et des familles essaient depuis des mois de sortir d'un véritable enfer entre la Biélorussie et la Pologne : pris au piège d'Alexandre Loukachenko, des personnes originaires d'Irak et d'autres pays du Proche-Orient errent dans les forêts qui séparent les deux pays, repoussées des deux côtés et subissant des violences.

L'Union européenne, si généreuse envers les Ukrainiens aujourd'hui, est-elle coupable de discrimination ? Y-a-t-il d'un côté des "bons" réfugiés et de l'autre des personnes simplement en quête de confort matériel qu'il faudrait repousser à tout prix ?

On ne peut se contenter de cette première impression, nécessairement réductrice : la situation est en effet plus complexe que ne le laisse penser l'actualité la plus récente. Il suffit de se souvenir que des centaines de milliers de personnes originaires de Syrie ont été accueillies à bras ouverts en Allemagne, et dans d'autres pays européens, en 2015 : on se souviendra de ces images de personnes souhaitant la bienvenue aux syriens arrivant dans les gares allemandes. Certains décideurs poli- →



Très vite après l'attaque russe, les autorités ukrainiennes ont organisé le départ de ses migrants. Ici à Lviv début mars. iStock.com/Joel Carillet

tiques, dont la chancelière allemande de l'époque, Mme Angela Merkel, n'étaient pas en reste. Ils ont au contraire montré l'exemple en mobilisant d'importantes ressources publiques pour offrir un accueil décent à des centaines de milliers de personnes.

Dans d'autres pays, ce sont les citoyens qui se sont unis pour répondre aux premiers besoins des personnes fuyant les horreurs de la guerre civile en Syrie. Si en Belgique l'accueil institutionnel des Syriens et des Afghans s'est fait à reculons ces dernières années, on doit se souvenir des nombreuses initiatives locales qui ont permis d'offrir un lit, un repas et un accueil chaleureux aux personnes parvenues en Belgique après un long et dangereux périple. On peut objecter que l'élan n'était pas aussi général que celui que l'on constate aujourd'hui. Il reste que ces initiatives dispersées et parfois maladroites ont permis d'offrir un moment de répit à des personnes qui tentaient d'échapper aux bombes et aux destructions provoquées par une guerre meurtrière.

Comme lorsque l'on examine une image en laissant son regard s'attarder sur les détails, la perception du phénomène devient dès lors plus complexe lorsque l'on s'intéresse aux différentes dimensions de l'accueil des réfugiés en Europe.

On peut constater le même effet de contraste et de complexité lorsque l'on s'intéresse à la réponse européenne apportée à l'arrivée sur le territoire européen de centaines de milliers de personnes fuyant l'Ukraine. A première vue, les Etats membres ont fait preuve de beaucoup d'empressement pour apporter une solution à cet exode. Ils ont en effet très rapidement accepté de mettre en œuvre un mécanisme conçu spécialement pour répondre aux crises migratoires. La directive dite de "protection temporaire", rédigée au sortir de la crise qui avait vu des dizaines de milliers de personnes fuir le Kosovo en 1999, a été mise en œuvre pour la pre-

mière fois. Dès le 4 mars 2022, les Etats membres se sont accordés pour accorder une protection temporaire aux personnes fuyant l'Ukraine. C'est un précédent important. Lors de la crise de 2015, les Etats membres n'avaient pas pu se mettre d'accord sur l'application de cette directive alors que l'Italie et la Grèce faisaient face à un afflux massif qui mettait en péril leurs systèmes de traitement des demandes d'asile.

On ne peut que se réjouir que l'Union européenne ait appris de ses erreurs : le chaos qui a résulté de la division et de l'opposition entre Etats membres au moment de la crise de 2015 a cédé la place à une

belle unanimité en 2022. La réponse de l'Union européenne est d'autant plus remarquable que les Etats membres ont également décidé de réorienter certains fonds européens, notamment les fonds de la politique de cohésion et ceux destinés à aider les plus démunis, pour aider les réfugiés qui fuient l'agression militaire russe en Ukraine. Comme souvent au niveau européen, les chiffres donnent le vertige : les fonds potentiellement mobilisables dépassent les 10 milliards d'euros. Au-delà des chiffres, ce qui frappe c'est la rapidité avec laquelle les Etats

membres ont accepté de modifier les règles pour réorienter d'importants moyens au bénéfice des réfugiés.

Cette unanimité et cette solidarité au sein de l'Union européenne ne doit toutefois pas cacher que les Etats membres ont mis en place une autre distinction au sein même du régime de protection temporaire. Le régime européen, qui est relativement généreux, n'est en effet octroyé qu'aux seuls ressortissants ukrainiens qui résidaient en Ukraine à la date de l'invasion par l'armée russe, ainsi qu'aux membres de leur famille. Si les étrangers qui vivaient en Ukraine et y avaient été reconnus réfugiés, peuvent aussi bénéficier de cette protection temporaire, il n'en va pas de même des autres étrangers : les étudiants originaires d'Asie

et d'Afrique qui étudiaient en Ukraine, ne sont pas couverts par la décision européenne. Les citoyens russes qui vivaient en Ukraine et ont fui leur propre armée sont également exclus de la protection temporaire.

Les Etats membres se sont contentés de noter que chaque Etat membre peut décider s'il octroie la protection temporaire à ces personnes, ou les soumet à "une autre protection adéquate" conformément au droit de l'Etat membre.

Ce double standard peut certes en appeler à la directive de 2001 elle-même : la définition que cette directive donne des personnes déplacées vise expressément les "ressortissants" d'Etats qui ont dû quitter leur pays. Rien n'empêchait néanmoins les Etats membres de décider collectivement d'étendre la protection temporaire aux non-Ukrainiens fuyant les bombes russes.

Les contrastes ne manquent donc pas quand on examine les réactions européennes face à des personnes qui, au fond, tentent simplement de se protéger soit d'une mort certaine, soit d'une vie en enfer. L'unanimité et l'engouement manifestés pour accueillir les femmes et les enfants originaires d'Ukraine marquent.

La chaleur qui se dégage de cet élan de solidarité, qui s'exprime de mille et une façons, peut-elle s'expliquer par une certaine proximité, sinon réelle, du moins ressentie, pour des combats qui se déroulent chez les voisins de nos voisins ? Le mécanisme est bien connu : il suffit de comparer l'attention que reçoit la guerre menée par la Russie en Ukraine avec le désintérêt manifesté à l'égard du conflit qui oppose l'Ethiopie et l'Erythrée dans le Tigré, ou encore le calvaire des populations civiles au Yémen en proie à un conflit depuis de nombreuses années. **A chaque fois, la loi de la distance explique le désintérêt pour la victime d'un viol dans un pays qu'on ne situe même pas sur la carte et le surinvestissement dans un fait divers qui affecte un voisin.**

Dans un monde interdépendant où les grands défis affectent l'ensemble des pays et leur population, on ne peut plus se contenter de prendre acte des limites de notre hospitalité et de la faveur dont jouissent nos voisins. Il faut au contraire s'interro-

ger sur les contrastes saisissants que révèlent notre politique d'accueil.

Y-a-t-il en effet une raison rationnelle de réserver un traitement particulier aux seuls Ukrainiens fuyant l'horreur des bombes ? Sous l'angle de la vulnérabilité, les personnes qui fuient l'invasion de l'Ukraine par la Russie ne sont pas très différents des Syriens fuyant l'horreur du régime de Bachar al-Assad. L'ironie de l'histoire, c'est d'ailleurs que les Syriens et les Ukrainiens fuient les mêmes bombes, celles des forces russes qui appuient les exactions du régime syrien.

Si l'on s'en tient à la capacité d'accueil de l'Union européenne, les deux situations ne paraissent pas trop éloignées. Les chiffres sont impressionnants, mais dans un espace européen comptant près de 450 millions d'habitants, accueillir 3,5 millions d'Ukrainiens ou 3,5 millions de Syriens demande les mêmes efforts (considérables) et fait surgir les mêmes contraintes et les mêmes craintes, qu'il ne faut pas négliger.

On est donc bien face à un deux poids, deux mesures qui est particulièrement atroce s'agissant de populations vulnérables. La complexité du phénomène migratoire, son impact durable et profond sur nos sociétés et les défis qu'il représente ne peuvent cacher une différence de traitement qui invite à la réflexion. Comment pouvons-nous sortir des représentations simplistes, voire trompeuses sur le phénomène migratoire ? Comment organiser au mieux l'accueil des personnes vulnérables tout en préservant la possibilité d'un retour quand c'est possible ? Comment sortir de la course au moins-disant migratoire entre Etats obnubilés par la tentation du repli sur soi ? Comment mettre nos énergies au service d'un développement durable qui profite à l'ensemble de la planète, pour rendre espoir aux populations des pays les moins privilégiés ? Par les contrastes qu'elle révèle, la crise ukrainienne offre l'occasion de réfléchir à toutes ces questions. Cette réflexion est indispensable pour éviter à l'avenir le double standard qui rend amère la douceur de l'accueil chaleureux réservé aux ukrainiens.

Patrick Wautelet
Professeur à l'ULiège.

La chaleur qui se dégage de cet élan de solidarité peut-elle s'expliquer par une certaine proximité, sinon réelle, du moins ressentie, pour des combats qui se déroulent chez les voisins de nos voisins ?

Mourir en migration

Une expérience de recherche auprès des sénégalais en Europe



Touba, la capitale des mourides. Au fond, la grande mosquée. Photographie prise par l'auteur, 2019.

6

Souvent, on me demande pourquoi j'ai choisi le sujet du décès pour ma thèse. Le commun des mortels est en général surpris, et même effrayé tant ce sujet est craint. Confiné à la sphère du privé en Europe de l'Ouest, il est presque devenu tabou. En fait, je me suis vite rendu compte que la gestion du décès des sénégalais en Europe, passant souvent par le rapatriement des corps et l'enterrement au pays natal, est une préoccupation majeure en termes de protection sociale. À l'opposé du tabou, c'est pour beaucoup de sénégalais l'affaire de tous. De là l'intérêt de comprendre cette pratique menée à corps et âme par le réseau associatif sénégalais pour garantir la

mort digne, et les défis qu'elle représente en matière d'organisation, de logistique, de ressources et d'acteurs impliqués. J'ai donc eu la chance d'apprendre beaucoup de la relation qu'ont les sénégalais à la mort, en tant qu'événement inévitable, à prendre en charge collectivement. Au fil de ma recherche j'ai pu approcher ainsi la manière dont le décès - si malheureux soit-il - crée du lien.

La mort pour lien

Lors d'un séjour au Sénégal à Touba, la capitale des mourides (une confrérie musulmane soufie), je me suis rendu au grand cimetière *bakhiya* situé en

périphérie de la ville sainte. Après avoir participé au Grand Magal de Touba, pèlerinage religieux majeur, j'arrivai pour la première fois au fameux cimetière. J'avais beaucoup entendu parler de celui-ci étant donné l'importance que revêt le fait de se rendre à Touba pour les mourides, morts ou vivants, *xelu dem walla xelu dem Tuuba* en wolof. Un jour, accompagné par quelques adolescents de la famille où j'étais reçu, j'arrivai au cimetière, un peu mal à l'aise. Comment allait-on voir ma présence là-bas, moi, belge, blanc, non musulman et chercheur ? Je marchai donc entre les allées du grand cimetière à petits pas, en retrait du groupe d'adolescents occupé à rigoler tout en allant rendre visite à leurs proches enterrés sur place. "Pourquoi es-tu triste", me demanda l'un d'eux ?

Ce fut pour moi un déclic, je réalisai combien rendre visite aux défunts est une habitude régulière au Sénégal : les morts habitent de façon plus vivante parmi les vivants qu'ici en Belgique, les enterrements y rythment le quotidien, tout comme les baptêmes et les mariages. Il est ainsi fréquent que, chaque semaine, un événement heureux ou malheureux arrive dans les familles. Se réunissent alors l'entourage et le cercle de connaissances élargis au quartier et aux localités éloignées, c'est-à-dire plusieurs centaines de personnes. Je réalisai que ces événements étaient bien plus fréquents et rendus publics qu'en Belgique, où le secteur médical, la police et les pompes funèbres sont souvent les uniques acteurs de la gestion des décès. Le contact avec la dépouille y est craint, alors que dans la tradition musulmane, ce sont les proches même du défunt qui s'occupent de la toilette mortuaire et de porter le corps jusqu'à la tombe. J'ai ainsi pu avoir la chance de me plonger dans la vie quotidienne sénégalaise, étant invité au Sénégal dans les familles de certains sénégalais vivant en Belgique. J'ai séjourné de cette façon principalement à Touba, Ourossogui, Dakar et Thiès et j'ai pris part au quotidien des familles, entre café Touba, *attaya*, *ceeb bu jën*, *ceere* (dif-

"Les morts habitent de façon plus vivante parmi les vivants qu'ici en Belgique, les enterrements y rythment le quotidien, tout comme les baptêmes et les mariages."

férentes boissons et repas habituels au Sénégal), visites de marabouts, mosquées et lieux saints, baptêmes, mariages, et enterrements. Un jour, je participai ainsi à un baptême et à un enterrement au cours d'une même matinée, le cycle de la vie et de la mort s'équilibrant symboliquement.

Dans ma propre famille, le décès et la naissance sont des événements qui n'arrivent que très rarement. Depuis ma recherche, j'apprends alors à me familiariser avec la mort et à commencer à rendre visite au cimetière à mes propres défunts : mon arrière-grand-père et mon grand-père. J'ai ainsi été voir leur tombe quand je suis tombé malade de la Covid-19, à défaut de pouvoir voir les vivants. J'ai donc assisté à plus d'enterrements de personnes que je ne connaissais pas au Sénégal, dont plusieurs défunts rapatriés depuis l'Europe, qu'à des funérailles au sein de ma propre famille. Un jour à Dakar, j'ai appris le décès de mon grand-oncle, mais j'ai malgré tout décidé de rester au Sénégal pour poursuivre mon séjour et lui rendre hommage à ma manière et à distance. Il s'avéra que le jour même de son enterrement en Belgique, j'assistai à l'enterrement au grand cimetière *bakhiya* de Yoff (Dakar) d'un sénégalais rapatrié depuis la France. Suivant mes camarades de cérémonie, j'ai également dirigé les prières à son égard, rendant hommage aux deux défunts à la fois. Ma relation à la mort a donc changé avec cette recherche. Au-

jourd'hui, en lisant, en écoutant les témoignages des personnes interviewées, je pense à mes défunts, ils me rendent visite et me saluent.

Ici en Belgique, j'ai aussi eu l'occasion de participer à Bruxelles et à Anvers aux réunions d'associations se chargeant du rapatriement, via les cotisations de leurs membres. J'ai assisté à leurs assemblées générales et à une prière mortuaire. Quelques mois plus tard, au Sénégal, je me rendis jusqu'à Kobilou dans le lointain Fouta pour voir les tombes de certains doyens de l'immigration sénégalaise en Belgique. Dans la même démarche, j'assistai à →

7

Thiès aux funérailles d'un homme rapatrié depuis la Belgique. Ne connaissant en fait pas sa famille, mais ayant appris le décès et les collectes de fonds par les réseaux sociaux, je demandai timidement et mal à l'aise si je pouvais rencontrer les proches du défunt. Le frère du défunt et toute sa famille m'accueillirent comme l'un des leurs, la maman du défunt m'appelant "mon fils" et me remerciant avec insistance pour ma présence. Je passai deux jours d'une richesse humaine et sociologique inouïe, buvant l'*attaya* dans la cour avec les hommes et attendant l'arrivée du corps la nuit même à l'aéroport, accompagnant la famille au terminal de fret sous le vent des plaines. J'assistai finalement à la prière mortuaire et à l'enterrement où les *baye fall* (fidèles mourides portant les vêtements en patchwork et les dreadlocks caractéristiques de leur marabout, Cheick Ibrahima Fall) portaient leur frère et entonnaient leur chant envoûtant, le *zikr*. Je versai quelques larmes, tant le moment fut beau et émouvant.

Ma démarche s'est donc inscrite dans ce qu'on appelle en anthropologie l'observation participante, c'est-à-dire la plongée dans un univers de sens qui m'était étranger, pour en saisir au fur et à mesure les codes, parfois de manière maladroite. Mais souvent, et comme décrites dans le récit plus haut, certaines situations nous font dépasser notre casquette de chercheurs. Ces situations nous renvoient à notre modeste position d'être humain et nous amènent à laisser place aux émotions, au partage avec les gens qui nous offrent cette immersion dans leurs maisons, leurs fêtes, leurs joies et leurs douleurs.

Le rapatriement des corps, "la cause de solidarité numéro 1"

Dans une perspective où le pays de destination et le pays d'origine font partie d'un même espace transnational de circulation de personnes, de pratiques, de communications et de valeurs, j'ai pu compléter ces deux séjours de plusieurs mois au Sénégal avec mon travail en Belgique et en Espagne avec des sénégalais, le réseau associatif, les autorités consulaires et le secteur privé. J'ai donc mené en tout trois ans d'observations et d'interviews avec 75 personnes qui m'ont chacune offert un moment privilégié de partage. Je tiens à toutes



Le grand cimetière de Yoff, à Dakar. Photographie prise par l'auteur, 2019.

les remercier chaleureusement pour leur confiance et tout ce qu'elles m'ont appris.

Ainsi, j'ai cherché à comprendre les tenants et aboutissants de la gestion d'une pratique aussi coûteuse que le rapatriement des corps. On parle d'environ 4000 euros pour un rapatriement depuis la Belgique. Cette pratique n'est d'ailleurs pas que le propre des sénégalais, elle est en fait caractéristique de la plupart des collectifs migrants, et surtout ceux d'obédience musulmane. Mais le cas des sénégalais nous apprend beaucoup, car comme certains interviewés me le disaient, "c'est la cause de solidarité numéro 1". **Lorsqu'un sénégalais décède en Europe et n'est ni assuré ni membre des caisses associatives de rapatriement, les élans de solidarité pour récolter l'argent sont impressionnants : des milliers d'euros peuvent être récoltés en quelques jours grâce au bouche à oreille, aux réseaux sociaux, aux confréries religieuses et aux vendeurs ambulants...**

Les autorités consulaires et le ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur sont également souvent sollicités, ayant à disposition une caisse de secours et assistance pour les émigrés en situation de détresse. Les autorités sénégalaises interviennent fréquemment, mais souvent partiellement ou avec beaucoup de retard. Elles sont aussi sollicitées pour délivrer les laissez-passer mortuaires, sortes de "passeports des morts" pour le transport international qui passe par le fret aérien. Une fois le lavage mortuaire effectué, souvent musulman, les corps sont emballés d'un linceul,

puis déposés dans des cercueils en zinc selon la normative internationale, et ensuite dans des caisses en bois. Le défunt et son "emballage" sont alors confiés aux compagnies privées qui les considèrent légalement comme des marchandises, manipulées néanmoins avec une volonté de dignité par les travailleurs de la compagnie de fret aérien interrogée à Dakar. La famille peut alors récupérer la dépouille et l'enterrer au grand cimetière de Yoff à Dakar, au quartier, au village d'origine ou encore à Touba pour les mourides.

La pratique du rapatriement réunit donc de multiples acteurs et de nombreux défis pour garantir la mort digne du défunt, tels que la difficulté d'adéquation du rituel en Europe, le coût conséquent du rapatriement, les aléas du trafic aérien et le cheminement jusqu'à la localité d'origine. Cependant, et avec la pandémie de la Covid-19, des difficultés supplémentaires se sont ajoutées et ont mobilisé la diaspora sénégalaise de façon fulgurante. Entre avril et mai 2020, l'État du Sénégal a interdit pour raisons sanitaires le retour des dépouilles des victimes de la Covid-19, obligeant les familles et les associations de sénégalais à enterrer leurs proches en Europe, loin du village d'origine et des pratiques rituelles fondamentales pour le deuil. Depuis la France, un collectif a mené une campagne de grande ampleur et a obtenu gain de cause : le Collectif pour le Rapatriement des Corps (CRC) a fait revenir le président du Sénégal sur sa décision ; tandis que dans le cas des marocains et tunisiens en Belgique, aucun corps n'a pu être rapatrié durant presque un an, posant de réelles questions quant à l'accès à l'enterrement digne des immigrés selon leurs croyances là où les parcelles islamiques dans les cimetières européens sont encore rares.

L'objectif de ma recherche fut donc de documenter, à travers le cas de la gestion du décès des sénégalais en Europe, des compréhensions différentes de ce qu'est la protection sociale depuis l'expérience des immigrés et leurs familles, ceci

pour essayer de discerner les enjeux sociétaux et transnationaux se dessinant autour du rapatriement des corps, telles que les relations immigrés/pays d'immigration mais aussi émigrés/pays d'origine. Carole Wenger, une collègue, s'est penchée, elle, sur les stratégies transnationales d'accès à la santé des tunisiens en Europe et leurs retours pour raisons médicales en Tunisie. Notre projet "MiTSo-Pro", a aussi recensé les politiques de chômage, allocations familiales, pensions, santé et revenus minimums des 27 pays de l'Union Européenne, et leurs critères d'accès. Par rapport aux belges, cet accès est souvent inégal pour les immigrés, tant ceux citoyens de l'UE, que surtout, ceux non citoyens de l'UE, comme les sénégalais. Le constat général est que les droits ne sont pas distribués de manière égale, mais dépendent de la nationalité et du temps de résidence du migrant, ainsi que des volontés, souvent arbitraires, des fonctionnaires publics. On est donc très loin de l'harmonisation des politiques de sécurité sociale au sein de l'Union Européenne, qui s'est construite sur la valorisation de l'immigration interne et la restriction de l'immigration externe. Cependant, et face à la place que prennent les migrations, les États s'adaptent et s'impliquent aux delà de leurs frontières pour protéger tant leurs émigrés que, dans certains cas, leurs immigrés et leurs familles. C'est le cas de la gestion au Sénégal de deux de types de bénéficiaires de protection sociale. D'un côté, les allocations familiales d'émigrés en France (CAF) qui sont en effet exportées auprès de leurs familles jusqu'en zone rurale au Sénégal. D'un autre côté et concernant la mort, les pensions de veuves et d'orphelins d'anciens migrants en Espagne sont exportées à Dakar par l'Ambassade d'Espagne et un syndicat italien (INCA-CGIL), en collaboration avec l'État italien. Ces exemples redessinent les pratiques des migrants, de leurs familles mais aussi de la société civile et des États pour une gestion et un accès transnational à la protection sociale, même après la mort des migrants.

Félien de Heusch

Doctorant en sciences sociales au CEDEM (Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations), membre associé du LASC (Laboratoire d'Anthropologie Sociale et Culturelle) à l'Université de Liège, et membre du projet "Migration, Transnationalisme et Protection Sociale en Europe" - "MiTSoPro", financé par l'ERC, bourse n°680014

Comment déconstruire l'idée et la pratique de la migration "irrégulière" ?

Le projet Diaspora en action a pour but de déconstruire les mythes autour de la migration grâce au partage de témoignages et d'informations factuelles fiables au Sénégal. Le projet mobilise la diaspora sénégalaise en Belgique, en Italie et en Espagne, pour réaliser une campagne d'information sur les réalités de la migration vers l'Europe et de l'intégration dans les pays d'accueil. Le déploiement de cette campagne au Sénégal (Fatick, Dakar, Sédhiou et Kolda) permettra d'informer des candidat-es à la migration clandestine ainsi que leurs proches tout en présentant des alternatives, notamment des opportunités locales de formation et d'emploi.

Ce projet est cofinancé par la commission européenne dans le cadre du fonds AMIF¹, et réalisé en partenariat avec l'ONG ACRA en Italie et au Sénégal, l'ONG Eclasio en Belgique et au Sénégal, l'association La Bolina en Espagne, la commune de Milan, la ville de Turin et diffusé avec l'appui du programme "Tekki Fii" de l'Union européenne au Sénégal.

C'est dans le cadre du projet Diaspora en action, qu'en mars 2020, l'ONG Eclasio lance un appel à témoignage : l'objectif ? Récolter différents récits sur des trajectoires migratoires de sénégalais-es ayant émigré vers l'Europe, comprendre les mécanismes qui poussent à s'expatrier de manière "régulière" ou "irrégulière" et dresser les enjeux autour de la question migratoire. Cette mobilisation avait pour but d'inviter la diaspora sénégalaise en Europe à sensibiliser ses pairs au Sénégal, de répondre aux "vagues de migration irrégulière" auxquelles

l'Union Européenne fait face, mais aussi le Sénégal, qui comptabilise avec l'expatriation d'une partie de sa population, des pertes humaines qui ne font qu'augmenter suite aux naufrages de pirogues au large des côtes espagnoles. Un voyage au cœur de drames humains démarre donc... Enfin, a priori !

Aborder la question migratoire dans ce contexte précis, c'est avant tout se plonger au cœur de récits de vie, alors que 15 membres engagés de la diaspora s'ouvrent à nous pour partager leur trajectoire d'émigration singulière et intime. Et chaque parcours migratoire n'est pas forcément un drame. Et si drame il y a, cela ne signifie pas que celui-ci est une fin en soi. La déconstruction commence. Car si tout le monde a son opinion sur la migration, il s'avère qu'il est préférable de parler "des migrations". Ou serait-ce des "émigrations" ? Ou même encore des "expatriations" ? Bien vite la question du vocabulaire s'impose, dès lors que le sujet est politique, brûlant d'actualité, omniprésent dans les médias et récupéré par des campagnes populistes. Pour le média afromilitant "La diaspora chuchote", les nuances font toute la différence, et les amalgames sont des armes de discrimination massive. Il faut choisir soigneusement ses mots et son positionnement, car la thématique clive dès qu'on se heurte aux sensibilités propres à chaque personne concernée. En questionnant le vocabulaire, on se retranche alors vers les définitions, on replace le(s) contexte(s), on identifie les enjeux propres à chaque acteurs et actrices du projet. Néanmoins et malgré tous ces efforts, la thématique "des migrations" ne fait que se complexifier et les questions s'accumulent, un questionnement

Pingpong entre questionnements éthiques et questionnements de langage



Le Pouvoir de la Neige, fiction par Mouhamadou Diba.

en appelant un autre, questions que nous voulons aujourd'hui vous partager.

Qui décide qui sera appelé un migrant ou un expatrié ?

D'un côté de la Méditerranée, une guerre du vocabulaire fait rage : en Europe, les vieilles idées sont déconstruites par des militant-es engagé-es dans une dynamique décoloniale. L'objectif ? Remettre tout le monde sur un pied d'égalité. Dans notre cas de figure nous pourrions l'illustrer ainsi : les africain-es aussi s'expatrient, et les européen-es migrent. Il n'y a pas les "bons expatriés" d'un côté et les "mauvais migrants" de l'autre. Toutefois les collègues sénégalais ne sont pas convaincus. Si le terme "migration" fait fortement référence aux potentiels drames humains en Europe, le terme est

plutôt porteur d'espoir en Afrique subsaharienne, où la jeunesse, sans doute bercée par l'influence européenne postcoloniale depuis leur plus jeune âge, consciente des ressources amenées au pays par la diaspora, cultive l'idéal de l'émigration européenne comme assurance d'une réussite économique et sociale. Leur parler d'expatriation ? Un concept "toubab"², auquel le ou la jeune sénégalais-e ne s'identifie pas particulièrement...

"La seule chanson qui martèle le subconscient de l'expatrié, ou de l'immigré, c'est cet air : je voyage pour un meilleur avenir"

Marième Kaba, *Accord d'ébène* asbl →

- 1 Fonds destiné à permettre une gestion plus efficace des flux migratoires au niveau européen.
- 2 En Afrique, nom donné aux européens ou blancs, à tout style de vie qui leur est assimilé.

Les belles idées et les grands combats se heurtent alors aux réalités de terrain, et la dimension interculturelle du projet s'impose : il va falloir faire des compromis pour que tout le monde se comprenne et déconstruire le langage et les mentalités ne sera pas simple dans un contexte international. Les combats des un-es ne sont pas les combats des autres. Il faut construire un objectif commun, aborder les thématiques en ouvrant la discussion de manière inclusive : "Parlons migration, parlons expatriation, parlons opportunités" et sa traduction en wolof "Parlons de la migration clandestine, parlons de voyager, parlons de réussir ici". Les nuances sont légères mais d'une langue à l'autre, les sensibilités et contextes sont respectés et le débat amène une réflexion collective au sein du groupe Diaspora en action ainsi qu'en interne entre porteurs et porteuses du projet.

Qui finance les campagnes de mobilisation pour dissuader de la migration irrégulière ?

Derrière des mobilisations dites "inclusives", ne se dissimulerait-il pas une instrumentalisation citoyenne à grande échelle ? Est-ce que l'Union Européenne voudrait faire porter ses enjeux politiques par la diaspora en investissant les fonds nécessaires pour arriver à ses fins ? A mi-parcours, l'équipe d'Éclosio rencontre Julia Van Dessel, doctorante à l'Université libre de Bruxelles, qui enquête sur les campagnes de dissuasion financées par les institutions européennes et leur omniprésence dans l'espace public en Afrique de l'Ouest. Elle nous partage alors ses recherches et des podcasts qui interrogent le cadre politique derrière ces campagnes de communication et de sensibilisation contre l'émigration clandestine, campagnes parfois "invisibles" car portées par des artistes locaux et utilisant les réseaux sociaux et les algorithmes pour atteindre leurs cibles : le ou la migrant-e potentiel-le. De quoi mettre en doute le fondement même de la campagne Diaspora en action.

"En 2017, plusieurs artistes ouest-africains dansaient et chantaient dans un clip intitulé Bul Sank sa Bakane bi ("Ne risque pas ta vie"). "L'immigration est bonne si elle est légale", "Reste en Afrique pour la développer, il n'y a pas mieux qu'ici", "Jeunesse, ce que tu

ignores, c'est qu'à l'étranger ce n'est pas aussi facile que tu le crois", clamait cette chanson financée par le gouvernement italien dans le cadre d'une opération de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) baptisée "Migrants conscients". (...) Point commun de ces mises en scène : ne pas évoquer les politiques restrictives qui rendent l'expérience migratoire toujours plus périlleuse. Elles cherchent plutôt à agir sur les choix individuels. Déployées dans les pays de départ et de transit, elles prolongent l'externalisation du contrôle migratoire et complètent la surveillance policière des frontières par des stratégies de persuasion. L'objectif de contrôle migratoire disparaît sous une terminologie douceurée : ces campagnes sont dites d'"information" ou de "sensibilisation", un vocabulaire qui les associe à des actions humanitaires, destinées à protéger les aspirants au départ. voire à protéger les populations restées au pays des mensonges de leurs proches."

Antoine Pécoud et Julia Van Dessel
"Campagnes de dissuasion massive".
Le monde diplomatique, mars 2021

Alors qu'en Europe l'équipe patauge dans les questionnements éthiques, pour les collègues sénégalaises, l'enjeu est clair : une vie gaspillée dans les méandres de l'émigration clandestine est déjà de trop, il faut sensibiliser sur les risques de l'émigration clandestine, tout en parlant d'opportunités d'emploi pour les jeunes. La diaspora est, elle aussi, unanime sur la question : la migration clandestine affecte leur quotidien à toutes et tous, notamment par le biais d'appels de proches sollicitant leur soutien et conseils pour rejoindre l'Europe. Manquant parfois de méthode et d'outils, ou au contraire ayant acquis de l'expérience face à ces sollicitations, les participant-es souhaitent partager des bonnes pratiques. Les divergences de points de vue poussent les porteurs du projet à prendre du recul et à se décentrer. Et à nouveau, l'énergie est mise au service de la recherche d'enjeux communs pour avancer. Si deux choses sont bien certaines, c'est qu'il est pertinent d'aborder la question migratoire de manière citoyenne et de stimuler le débat communautaire. Et c'est sur cette idée qu'est construite la campagne, celle de porter la voix et

les questionnements de citoyen-nes dans l'espace public. L'équipe poursuit donc ses ateliers, ses groupes de discussion et la préparation d'outils de sensibilisation, tout en méditant sur ces réflexions.

Qui décide du statut de migrant régulier ou irrégulier ?

La question migratoire étant intimement liée à la politique, il semble difficile de parler des enjeux liés à la migration sans aborder les cadres légaux et politiques dans lesquels elle s'inscrit. Or ces cadres semblent de plus en plus restrictifs, poussant les candidat-es à l'expatriation à la fraude. Ou serait-ce l'inverse ? La fraude pousserait-elle les institutions à durcir les conditions d'accès ? L'œuf ou la poule. Dans ce cercle vicieux, difficile de voir une issue, et pourtant, au centre de ces réglementations, des humains, écrasés et pressés par le système, fuyant des violences, le chômage, des traditions étouffantes, ou simplement en quête de découvertes et d'opportunités.

"(...) le pacte européen sur la migration et l'asile présente un système qui place la dissuasion de tout déplacement non autorisé et l'augmentation des expulsions au cœur de la politique migratoire européenne des

prochaines années. En pratique, cette politique serait appliquée en réduisant les mesures de protection en place, en prévoyant des calendriers incompatibles avec des procédures judiciaires équitables et en augmentant le nombre de placements en détention, avec peu, voire pas de considération pour les droits humains, l'accueil et l'inclusion. L'investissement de ressources et d'attention politique sur l'expulsion du territoire européen et sur l'interdiction d'y accéder est de loin le pan principal de cette politique, malgré la reconnaissance dans le texte que la vaste majorité des migrations est régulière."

"Analyse préliminaire du pacte européen sur la migration et l'asile", ONG PICUM, 2020

Il s'avère que "voyager" et "découvrir d'autres cultures" ne coûtent pas le même prix pour tout le monde. Avec des visas de plus en plus difficiles à obtenir, le voyage professionnel, d'étude ou de tourisme semblent réservés à une élite. Ceci pousse certain-es sénégalais-es ayant construit une situation stable au Sénégal à miser toutes leurs ressources et économies pour s'offrir une chance en Europe, au grand désarroi de la diaspora en Europe, qui tente de dissuader les jeunes de sacrifier leur situation pour un futur incertain. →

Le retour impossible - Témoignage

" Arrivé en France je me suis dit "Ils se sont trompés". Le premier jour, on sort pour aller boire un café. Moi j'avais de l'argent de poche. Les gens avec qui j'étais ils n'avaient rien. Alors que je venais d'arriver c'est moi qui devais leur payer un verre. Je me suis dit "Non mais c'est mon argent de poche" Comment ça se fait ? Moi je viens ici, je dois être l'invité chez vous. Je n'ai même pas reçu un plat d'accueil. (...) J'ai posé des questions. Un des gars m'a expliqué que c'était compliqué, que ça ne marche pas ici, qu'ils sont au chômage. (...) J'avais un visa de 2 mois. J'ai commencé à perdre

confiance en la France. (...) Je me suis dit "Non je ne peux pas vivre ici". Il n'y avait pas d'interaction avec les Français, on n'avait vraiment pas la même culture. J'ai l'habitude de dire bonjour aux gens au magasin mais ici personne ne te répond jamais. Ce sont les deux choses que je retiens de ce séjour : les salutations et le regard. Quand tu regardes quelqu'un dans les yeux, les gens réagissent agressivement "Pourquoi tu me regardes ?". Il fallait faire attention à qui tu regardes. Ce n'était pas possible de trouver du boulot sans papiers. J'ai vu des gens qui étaient

là depuis 5 à 6 ans et n'avaient toujours pas de papiers. À la fin de mon visa je suis reparti. (...) Quand je suis revenu au Sénégal j'ai eu une autre attaque : les gens, mes propres amis, mes propres connaissances me traitaient de peureux : "Tu vas jusqu'en France et tu reviens ici, tu ne veux pas assumer." J'avais un mauvais statut même au niveau de mon quartier. Ma mère s'est engagée à essayer de faire une nouvelle demande de visa. Ça n'a pas fonctionné. Alors je suis allé au Maroc..."

Entretien anonyme
Diaspora en Action (2020)

Si la dites "traversée clandestine", aussi difficile soit-elle, ne semble entamer la volonté d'aucun-e candidat-e à la migration, c'est bien la forteresse administrative qui paraît la plus déshumanisante et écrasante sur le long terme, condamnant des jeunes pleins d'espoir à errer et attendre indéfiniment qu'on leur permette de commencer à vivre, ou bien qu'on les expulse. Sous couvert d'une logique consistant à éviter "l'appel d'air" qui serait généré par la délivrance de permis de séjours à des personnes n'ayant pas respecté le cadre légal lors de leur entrée sur le territoire, des vies entières sont réduites au néant et à l'illégalité. L'irrégularité serait-elle donc une maladie incurable ?

Exclus de tout cadre administratif d'un côté, le "migrant irrégulier" pourrait décider de rentrer au pays. Ceci semblerait le choix le plus sage. Malheureusement la réalité, dans sa plus belle complexité, n'offre pas toujours cette option. En effet, pour réaliser un retour digne au Sénégal, il est culturellement accepté qu'il faut revenir avec une bonne situation professionnelle ou des ressources financières pour soutenir sa communauté, faute de quoi, le statut social du "migrant de retour" dégringolerait complètement.

"Je ne peux plus retourner chez moi. J'ai tout perdu, mes frères et amis, m'ont dépassé. Chez moi ils ne vont jamais comprendre, qu'après de si longues années, je revienne les mains vides. Même pas avec un peu de neige dans un petit pot. Jamais ! Je préfère être le paillason de la neige plutôt que le tapis de bain du soleil. Je suis un cadavre ambulatoire et l'Europe est ma tombe !"

Mouhamadou Diba, texte "Le pouvoir de la neige", 2020

Entre la déchéance en Europe ou la peur d'être déchu au pays d'origine, de devenir le fardeau de la famille, de ne pas rembourser sa dette financière ou symbolique à sa communauté, le choix penche souvent vers la première option. Stratégie de dissuasion efficace pour les institutions ? Questionnable donc, selon la diaspora.

Alors cette diaspora se tourne vers ses dirigeants : Pourquoi ne pas durcir les conditions d'accès aux "migrants européens" et mieux négocier les accords internationaux ? Effets pervers de la mondialisation : les rapports de force entre pays enri-

chis et pays appauvris sont perpétués par les états européens, qui entretiennent les relations de dépendance, le pillage des ressources, notamment halieutiques, et une libre circulation réservée aux marchandises et aux travailleurs et travailleuses élites triés sur le volet, favorisant la fuite des cerveaux. Les notions de migration régulière et irrégulière ne seraient-elles donc pas quelque peu arbitraires ?

"Le sénégalais à l'époque n'avait pas besoin de visa. On était tellement protégés par l'ancien président de la République Léopold Sédar Senghor. Le Sénégalais était respecté à l'extérieur : on était fiers d'être Sénégalais."

Khadidiatou Diallo, présidente de GAMS asbl

Où placer le point de rupture entre les intérêts du public cible et du bailleur ?

Un projet de mobilisation sur la migration pour donner la voix aux citoyen-nes, un cadre offert à tout un chacun pour exprimer son point de vue... Une utopie ? Autant dire qu'une fois de plus, il faut faire la place belle aux compromis : confronter, revenir en arrière et ajuster quand nécessaire, parfois glisser consciemment ou inconsciemment vers l'autocensure par peur de froisser le bailleur, les partenaires ou les participant-es; ou bien, au contraire, assumer et défendre un positionnement et ses valeurs en tant que personne ou en tant qu'association.

Car si en théorie tout peut être dit, tout ne sera pas pour autant bien reçu. Quand des ressources financières sont en jeu, le rapport de force est inégal et ceci s'applique autant aux rapports avec les bailleurs qu'aux relations avec certains partenaires du projet. Déconstruire le langage utilisé par les bailleurs, faire remonter les messages, questionnements et recommandations du public cible aux institutions est vite apparu comme un objectif connexe au projet Diaspora en action au sein de notre association. À quoi bon sensibiliser les citoyen-nes si les cadres légaux discriminants n'évoluent pas ? Le cadre du projet apparu cependant comme inadéquat pour produire une campagne de plaidoyer qualitative, au vu du coût et de la complexité que requiert la conception d'un plaidoyer européen, dont le propos dévie de surcroît

de la ligne de financement du projet. Il fallut donc mettre soigneusement au frigo toutes ces belles intentions et attendre d'autres opportunités pour consolider et valoriser les contributions politiques apportées par les témoins et les groupes de réflexion.

"Après la traite négrière, la France nous a achetés et colonisés. Ils ont signé un contrat à durée indéterminée avec le Sénégal. Le Sénégal sera la télévision et la France est et demeurera la télécommande. Vous le savez bien, votre télévision reste toujours sur place, c'est la télécommande qui voyage dans le salon. Et ça, ça s'appelle l'indépendance. Un jour je me suis dit : je ne veux plus être le Sénégal, une télévision posée sur la table avec de la poussière dessus. Non ! Je vais utiliser mon intelligence comme la France. Je serai la télécommande pour une fois !"

Mouhamadou Diba, texte "Le pouvoir de la neige", 2020

Curieusement ces compromis sur les contenus et la forme des messages à partager existent aussi entre les Sénégalais-es vivant au pays et leurs concitoyen-nes de la diaspora, preuve que l'identité et les points de références se transforment au cours d'une vie, et que les réalités de chacun-e semblent parfois bien éloignées. Ainsi certains propos critiques amenés par la diaspora sur des fondements culturels du pays d'origine furent mal reçus par ceux et celles restés-es au Sénégal. Il fallut donc aussi concilier les sensibilités des deux parties pour éviter une rupture d'adhésion au projet de part et d'autre.

Faut-il donc, in fine, participer à des campagnes de dissuasion de la migration irrégulière ?

En ouvrant un espace de discussion sur la thématique migratoire, les langues se sont vite déliées et il fut évident que le sujet méritait d'être abordé, encore et encore. La déconstruction (et reconstruction) culturelle entamée par les participant-es de Diaspora en action, au Sénégal, en Belgique, en Italie et en Espagne, leur investissement en période de confinement (suite à la crise sanitaire), par Whatsapp et en vidéo conférence, pendant

plus d'un an, a montré la pertinence et la nécessité de ces espaces d'expression. Le projet a permis de se placer au cœur d'enjeux complexes, dans une zone grise et inconfortable, où les seules boussoles éthiques demeurent la relation de confiance établie avec les participant-es, les partenaires et les collègues, et une réelle capacité de décentration et de remise en question permanente.

"Je n'avais pas trop d'attentes à la base, juste un message à partager. J'étais satisfait car le message n'a pas été filtré, il n'y a pas eu d'altération du message, pas de manipulation. C'était bien géré. C'était mon seul point d'attention en participant au projet. C'est le genre d'attente qu'on a mais qu'on ne dit pas."

Saliou Sarr, participant de Diaspora en action

Grâce à une formation en communication et un appui technique, des outils de sensibilisation ont finalement été réalisés par les participant-es, et représentent la diversité des points de vue, illustrent des enjeux clés sur la question migratoire entre Europe et Sénégal. Bien que le cadre de financement dans lequel ces outils ont été créés demeure questionnable et complexe - l'Union Européenne étant une institution hétérogène, au vu de ses nombreux membres et diverses lignes politiques - chacun des témoignages produits mérite toutefois qu'on s'y attarde, qu'on débâte son contenu. Vous trouverez ici un résumé des différents outils créés en co-construction avec les participant-es ainsi que des leçons apprises lors du projet Diaspora en Action. Le point de départ pour d'autres mobilisations citoyennes, et on l'espère, aussi de réels questionnements et réformes institutionnelles ?

"Plus tu fermes les portes, plus on veut savoir ce qu'il y a derrière... Alors qu'il n'y a rien, c'est un mythe !"

Khadidiatou Diallo, présidente de GAMS asbl

Vers la création d'une nouvelle relation de confiance entre institutions et candidat-es à l'émigration

Une observation issue du projet mériterait qu'on s'y attarde particulièrement : le manque de confiance entre le monde politique et la société civile. La →

jeunesse désabusée, préfère faire confiance à un passeur ou à des réseaux clandestins, plutôt qu'aux institutions, forteresses inaccessibles. Pour débloquent cette situation, un constat s'impose : il faut (re)créer du dialogue.

“L'Europe n'est pas ce que vous cherchez, ce n'est pas l'eldorado, ni ailleurs, d'ailleurs (...) Emigrer, s'expatrier, c'est entamer sa propre ambition dans son propre pays (...) Il suffit de regarder parfois autour de soi, autour des quatre points cardinaux, de faire valoir ses opinions, s'impliquer, construire avec ses pairs et faire confiance en son propre pays”.

Marième Kaba, *Accord d'ébène* asbl

Que ce soit entre ambassadeurs et associations de la société civile, citoyen·nes et politicien·nes, la question des soutiens à l'emploi, à la mobilité et les critères et conditions d'accès aux visas doivent être débattus. Les peurs et les craintes de chacun·e doivent être mises sur la table, des pistes de solutions doivent être imaginées collectivement. Une utopie nous direz-vous, dans une Europe qui se replie de plus en plus sur elle-même, gangrenée par le populisme politique, exposée et vulnérable aux mouvances xénophobes qui semblent gagner en puissance chaque année ? Une utopie dans un Sénégal apparemment en proie au clientélisme et à la corruption ? Tant que l'institution sera vue comme un ennemi, alors il y aura un combat. Rétablir une relation saine et fonctionnelle entre institutions et société civile sera au bénéfice de tout un chacun et permettra peut-être de remettre l'humain au cœur du débat et des enjeux. Car combattre l'“irrégularité”, est aussi possible en transformant le cadre qui la définit. Ne l'oublions pas, l'irrégularité n'est pas une fin en soi, et c'est dommageable pour toutes et tous qu'elle perdure ainsi, économiquement et socialement. Que ce soit pour lutter contre l'exploitation criminelle d'êtres humains, pour éviter les traumatismes générés par l'exclusion du cadre administratif et social, ou simplement pour permettre la contribution financière et culturelle active des expatrié·es à leur pays “d'accueil”, leur régularisation sera bénéfique.

Kévin Dupont

Chargé de projet Diaspora en Action pour Eclósio Belgique

La boîte à outils *Diaspora en Action*

Visible sur bit.ly/DiasporaEnAction

• 1 court-métrage original « Le pouvoir de La Neige » -10min

Le texte de Mouhamadou Diba, mis en scène pour le théâtre par Michel Bernard d'Unités Nomade et adapté en vidéo par Eclósio illustre avec brio la descente aux enfers d'un artiste Sénégalais en quête d'opportunités, qui décide de dépasser le terme de son visa court-séjour en Belgique. Avec 60 000 vues sur les réseaux sociaux et de nombreux feedback du Sénégal, ce court-métrage a montré sa pertinence en termes de propos et de format et offre des clés de compréhension sur le contexte et le processus qui pousse les « migrant·es » vers la précarité et la perte de dignité.

• 1 moyen-métrage informatif « Tekki » - 28 min

Cette fiction capitalise des enjeux clés identifiés au sein des groupes de travail de Diaspora En Action. L'œuvre souhaite déconstruire l'idée reçue que le chemin le plus direct vers la réussite – « Tekki » en wolof : réussite professionnelle et sociale - est la migration clandestine, en proposant des scènes de vie et des illustrations de la réalité d'un entrepreneur au Sénégal d'une part et d'un migrant sans-papier de l'autre part. Cet outil d'information renvoie également vers différentes ressources clés (sites internet, associations, informations clés) tout en partageant des bonnes pratiques.

• 12 témoignages vidéo

12 enjeux et expériences singulières de ce que signifie être migrant·e ou expatrié·e sénégalais·e en Belgique, ou entrepreneur et entrepreneuse au Sénégal en 2021. Des témoignages de Sénégalais·es: Fatou Ndoye, Adama, Khadiyatou Diallo, Marième Kaba, Nancy Mbaye, Mohamed Gueye, Abdoulaye Gueye Badji, Saliou Sarr, destinés à leurs pairs au Sénégal et en Europe, contribuant à l'évolution culturelle en cours autour de la question migratoire.

Découvrez

- D'autres témoignage, une émission radio “Parlons migration, Parlons expatriation”, sur la chaîne facebook #Ñunñooysengaal de la page Eclósio Afrique de l'Ouest.
- Un podcast France Culture : En Guinée, l'Organisation internationale pour les migrations contrôle des frontières et les âmes
- <https://inmyname.be/> - Projet de loi pour une régularisation digne et humaine
- <https://www.droitsquotidiens.be> - Une vulgarisation des droits des personnes étrangères, des personnes solidaires avec les migrant·es



iStock.com/AndreyPopov

STUDENTS MINDCHANGERS

Construisons collectivement un autre regard sur la migration !

Eclósio

**UNI4
COOP::**

Gw Groupe
ultra
solidaire

Abouh d'ebène



**FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES**

**MIND
CHANGERS**



Vous trouverez dans ce cahier tous les articles réalisés dans le cadre de l'atelier presse du projet Students Mindchangers.

En un week-end, quatre étudiant·es (Lauriane, Luther, Mirana et Robin) ont été amené·es à travailler sur la thématique migratoire et ce qu'elle faisait résonner en elleux. Leurs productions sont accompagnées de celles de nos partenaires Achaïso Ambali (La Diaspora chuchote) et Marième Kaba (A'ccord d'ébène) pour votre plus grand plaisir, et le mien.

Je tiens à toutes et tous les remercier pour leur curiosité, leur rigueur et leurs prises de positions dans leurs articles.

Olfa Chedli
chargée d'Education Citoyenne,
gestion inclusive des savoirs et des publications, Eclasio

- 19 ■ **Quésaco ?**
Achaïso Ambali
- 20 ■ **Soirées thématiques**
Damaris Deba, Luther Paterne Mbouna, Mirana Bauduin
- 25 ■ **Mes études en Europe**
Luther Paterne Mbouna
- 27 ■ **La langue et le racisme**
Robin Legrand
- 30 ■ **L'ascendance**
Mirana Bauduin, Lauriane De Smet
- 34 ■ **Visa**
Marième Kaba
- 36 ■ **Verbatims**

Le projet Students Mindchangers, quésaco ?

En mai 2021, était lancé l'appel à projets Mindchangers. Financé par le programme DEAR de la Commission européenne, Mindchangers a mis à disposition une enveloppe de 300 000€ à destination des organisations basées en Wallonie et à Bruxelles, souhaitant développer des projets encourageant la participation active et volontaire des jeunes. A l'issue de longs mois d'attente, Eclasio a vu son projet, Students Mindchangers, sélectionné aux côtés de neuf autres.

Organisé en partenariat avec A'ccord d'ébene, La Diaspora Chuchote, Ilo Citoyen, GUS - Groupe ULiège Solidaire, UNI4COOP et différents services de l'Université de Liège, le projet Students Mindchangers s'est donné pour objectif la formation d'étudiant·e·s relais aux thématiques de la migration et de l'interculturalité pour qu'ils produisent un message de sensibilisation à destination de leurs pairs, de la communauté académique et de la population liégeoise, pour une société plus inclusive.

Le projet s'est décliné en quatre phases : la composition du groupe-relais, les ateliers culturels de formation aux thématiques de la migration et de l'interculturalité, la co-création d'outils de sensibilisation et la diffusion de ces outils.

Les phases un et deux ont permis l'organisation des trois soirées de formation thématique : un atelier littéraire autour du livre "Le Moabi Cinéma" de Blick Bassy, un Théâtre-forum autour de la pièce "Le pouvoir de la neige" de Mouhamadou Diba accompagné de la talentueuse comédienne, Fatou Hane et une rencontre avec le photographe et activiste burundais, Teddy Mazina qui a présenté Muzungu Tribes, une série de photos visibles à l'Africa Museum dans le cadre de l'exposition temporaire :

Zoo Humains. Ces rencontres ont suscité l'intérêt et l'adhésion des future·s participant·e·s.

Ensuite, la phase trois s'est déroulée le temps d'un week-end résidentiel à Liège du 8 mars au 10 mars 2022, durant lequel pas moins de 24 étudiante·s ont réfléchi, échangé et travaillé sur les questions liées à la migration.

Répartis en cinq groupes : magazine, plaidoyer, vidéo de sensibilisation, campagne de communication et animation de rue, iels se sont appliqué·es à bousculer leurs perceptions sur la migration afin de proposer des outils déconstruisant autant que possible des stéréotypes intériorisés.

Si les produits résultants de ces trois jours sont d'excellente qualité, c'est parce qu'ils sont le fruit de discussions confrontantes, parfois sensibles mais toujours riches et amorcées dans un cadre bienveillant.

L'ultime étape, la diffusion de ces outils, vous sera distillée dans les prochaines semaines au cours de 19 festivals (Afrodisiac les 25 et 26 juin 2022 au Bois de la Cambre - Esperanzah du 28 au 31 juillet 2022 à l'abbaye de Floreffe), sur les ondes de Radio Campus et de 48FM et au fil des rendez-vous qui rythment les agendas événementiels bruxellois, liégeois ou namurois.

Pour ne rien rater, abonnez-vous à nos pages Facebook et Instagram : Eclasio Belgique et consultez régulièrement notre site internet : www.eclasio.org.

A bientôt ?

Achaïso Ambali





Revivez avec nous ces trois soirées thématiques *Students Mindchangers* !

Dans le cadre du projet européen Students Mindchangers, nous avons assisté à trois soirées thématiques portant chacune sur un aspect de la migration. L'objectif était de fournir aux participant-es une meilleure connaissance sur la question migratoire en amont et en préparation du week-end résidentiel Students Mindchangers.

Au-delà de l'apprentissage thématique, nous avons découvert de nouvelles méthodologies de sensibilisation que nous vous contons ci-après.

"Moabi Cinéma"

La première soirée était un arpentage sur l'ouvrage le "Moabi cinéma" de l'artiste camerounais

Blick Bassy. Elle a permis de rendre compte des motivations que peuvent avoir les futurs migrants à quitter leur pays, et de l'idée que ceux-ci peuvent se faire de l'Occident.

Mais qu'est-ce qu'un arpentage ? Un arpentage est une méthode permettant de découvrir un ouvrage à plusieurs, afin de se l'approprier de manière plus critique¹. Le principe de l'arpentage consiste à désacraliser le livre en tant qu'objet (ce dernier se faisant déchirer en plusieurs parties en début d'activité) ; à développer un travail de coopération au sein du groupe; et à créer une culture commune autour d'un sujet ou d'une thématique.

"Le Moabi Cinéma" raconte l'histoire de Boum Biboum et de sa bande d'amis, jeunes camerounais rêvant de quitter leur pays natal pour rejoindre l'Occident. L'ouvrage dépeint, avec humour, une jeunesse camerounaise désœuvrée et en manque de perspectives d'avenir dans leur pays, aspirant à

une vie prospère dans un Occident fantasmé. L'auteur aborde, tantôt avec humour, tantôt avec gravité, des sujets tels que l'immigration et l'obtention du visa, la religion, la prostitution, la *feymania* (escroquerie financière), les méfaits des prêtres étrangers, l'inertie politique,... Le tout rédigé en employant des notions de *camfrananglais* : un mélange d'anglais, de français et des 260 langues camerounaises. Ainsi, "mbeng", "tchombé", "mboutoukou", "m'bock", ... agrémentent le texte et en enrichissent la lecture².

A travers son œuvre, l'artiste souhaite sensibiliser les nouvelles générations camerounaises, en les invitant à prendre du recul sur leur situation et sur les valeurs de leur société. Il tente de les inciter à reconsidérer les notions de pauvreté et de richesse, en arrêtant de se référer à des standards issus de la culture occidentale. L'auteur insiste sur l'importance de l'humour, dont il fait usage pour aborder des sujets qu'il juge sérieux³.

Comment s'est déroulée la soirée ?

Assis-es autour d'une table, nous avons commencé la soirée par une présentation du livre et de l'artiste. Nous étions deux participantes, Damaris et moi-même [Mirana], à avoir lu le livre à l'avance en vue de l'animation de la soirée. Après une lecture collective de la quatrième de couverture, nous avons procédé au découpage du livre, en le déchirant en autant de parties que nous étions de participant-es. Chacun-e était ainsi invité-e à lire les pages qui lui ont été remises. L'histoire a ensuite pu être retracée collectivement, par la restitution tour à tour de chaque morceau d'histoire. S'en est suivie une discussion sur notre ressenti personnel par rapport à notre extrait et à l'histoire reconstituée. Pour clôturer la soirée, nous avons échangé sur notre (mé)connaissance du sujet traité dans le livre (à savoir, les aspirations des jeunes (futur-es) migrant-es) ainsi que le contexte socio-politique africain.

"Bonne surprise. En lisant le livre, on ne pensait pas qu'il conviendrait à l'animation ; mais nous avons été agréablement surprises du déroulement de la soirée. Tout le monde a pu s'approprier le livre à sa manière, et cela nous a apporté un nouveau regard sur l'histoire."

Damaris (participante et co-animatrice de l'outil) →

"Le pouvoir de la neige"

La seconde soirée a mis l'accent sur le vécu des migrant-es une fois arrivés-es en Occident, et notamment le racisme qu'ils y subissent à travers un théâtre-forum autour de la pièce "Le pouvoir de la neige" de Mouhamadou Diba.

Le **théâtre-forum** est une forme de théâtre interactive, mise au point dans les années 1960 dans les favelas de São Paulo. Utile pour dénoncer et mettre en scène des situations d'injustice et pour aider les communautés qui en sont victimes à reprendre leur destinée en main, on considère celle-ci comme le "théâtre de l'opprimé", "fait par le peuple et pour le peuple"⁴.

Nous avons pu prendre part à ces situations d'injustice en rejouant des parties de la pièce "Le pouvoir de la neige" en reprenant le rôle de l'oppressé tantôt agressif, tantôt pour faire perdurer des situations d'injustice, tantôt pour inverser la tendance mais aussi celui de l'opprimé qui se défend ou qui se tait par fatigue et lassitude. Nous avons pris le rôle de l'allié, plein de courage mais resté quelque fois sans voix face à la cruauté de certains. Nous avons exploré tous les rôles dans le spectre de l'injustice.

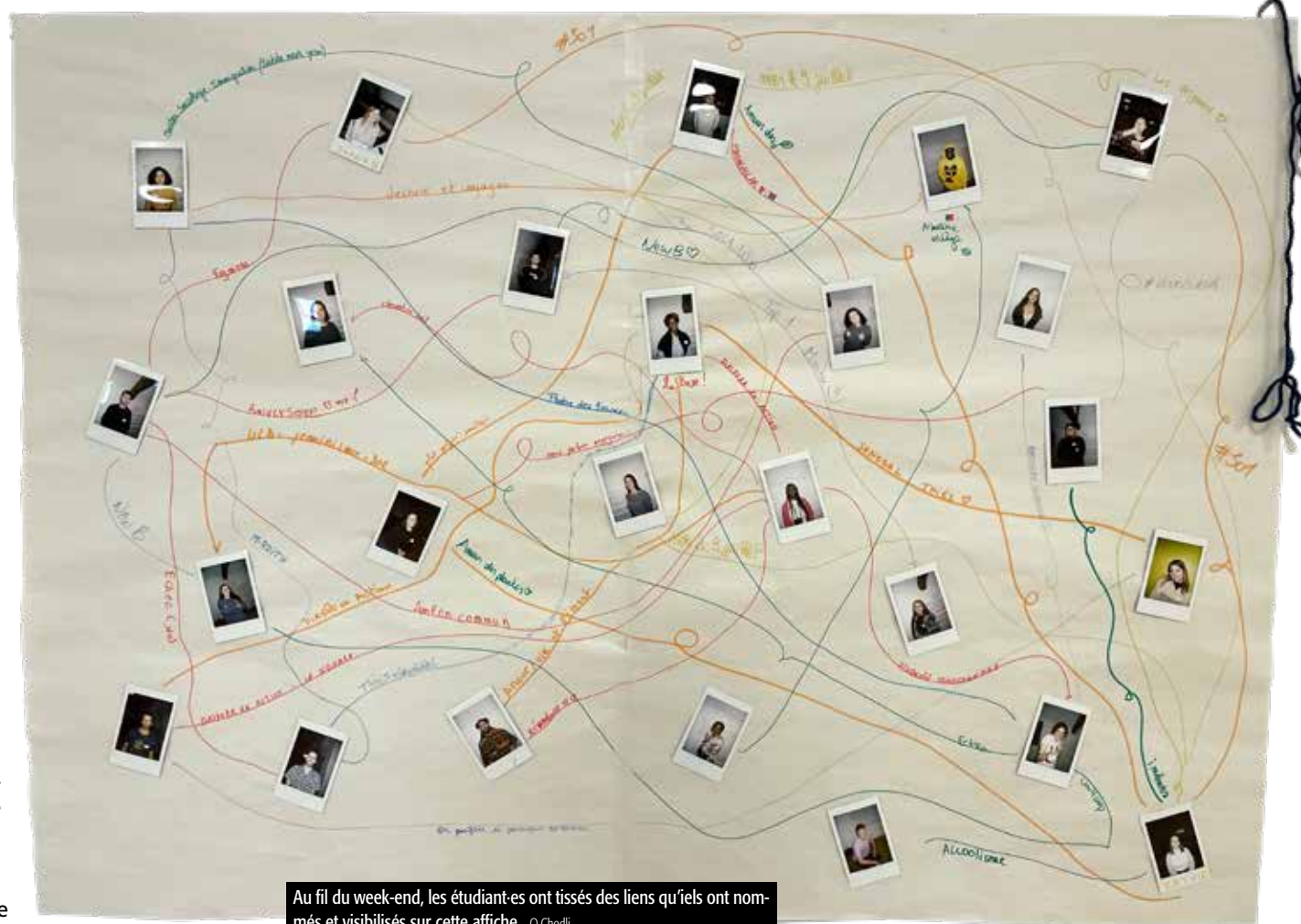
"Le pouvoir de la neige" est une pièce écrite, montée et jouée par Mouhamadou Diba, qui incarne le personnage d'Akillah, jeune sénégalais arrivé en Belgique pour tenter sa chance, vivant dans l'espoir d'un avenir meilleur. Tout du long, Mouhamadou Diba nous expose les motivations d'Akillah, ses attentes quant à la vie en Europe, la réalité à laquelle il se retrouve confronté une fois arrivé et l'affirmation de soi.

"Le pouvoir de la neige", cet intitulé est très révélateur de la pensée de l'auteur qui démontre dès l'entame la grande attirance que porte chaque migrant pour l'Europe, de cette influence exercée par les représentations européennes, de sa capacité aliénatrice.

Quelles sont les motivations soulevées par Mouhamadou? Pourquoi le choix de la neige ? D'entrée de jeu, Mouhamadou se présente comme celui-là qui est fier de ses origines, quelqu'un qui sait d'où

il vient : " comme vous pouvez le constater je suis noir, mes parents sont noirs aussi... Ô mon pays, mon pays lointain." Il témoigne de son affection profonde pour son pays qu'il se retrouve contraint de quitter face à la situation sociopolitique qui y règne. " Mais la politique les roule dans la farine... l'avenir est aussi béni que du pain sec, moi j'ai décidé d'être acteur.... j'ai donc décidé de migrer pour sculpter mon destin". Mouhamadou, à travers les extraits qu'il nous propose lors de cette soirée, exprime le mal-être collectif des migrants qui, malgré une instruction plutôt réussie ont du mal à se construire dans leur pays et envisagent tout comme lui un projet lié à l'extérieur. Ensuite, Mouhamadou en est venue à dépeindre les difficultés administratives. Il témoigne de la lourdeur administrative que représentent une demande de visa, des pièces à fournir qui n'en finissent pas. "J'ai eu la chance de pouvoir faire une demande de visa..... l'ambassade m'a demandé dix kilos de papiers, et encore ça et encore ça...". Il nous rejoue son cauchemar jusqu'à l'obtention de son visa, signe d'espoir de début d'une nouvelle aventure: "Puis.. tu es dans l'avion"

A travers Akillah, Mouhamadou insiste sur la déconstruction entre idée au départ et à l'arrivée. Ses idées au départ ont rapidement été battues en brèche et déconstruites dès son arrivée : d'abord à l'aéroport avec ce rejet, lors de distinction, comme il le souligne, entre "ceux qui ont leur nationalité... et les autres" ; tout cela suivi d'une série de mesures et consignes désobligeantes que lui comme d'autres migrants ont dû subir. Il y a là un signe caractéristique du regard stigmatisant porté sur le migrant à travers sa personne, son pays, son origine avec des expressions telles que "ici pas de mauvaise gouvernance, pas de violence". Le migrant semble d'ores et déjà vecteur du mal. Idées reçues sur le migrant à l'échelle institutionnelle (service de l'aéroport,



Au fil du week-end, les étudiant-es ont tissés des liens qu'ils ont nommés et visibilisés sur cette affiche. O.Chedi

police etc.) qui percolent à l'échelle populaire à travers des actes de micro-racisme qu'ils vivent au quotidien venant de ceux qu'il appelait "Hommes de la neige", les blancs.

Cependant, Mouhamadou nous dit que, face à l'alternative de retourner au Sénégal et vivre dans la honte, il a préféré arpenter les rues de la Belgique. Comme il le dit si bien : "je suis un cadavre et l'Europe est ma tombe" traduisant par là aussi le choix des autres migrants de maintenir l'illusion du bien-être aux yeux de ceux qui sont restés au pays d'origine.

"J'ai vraiment été hyper surprise de l'impact de rendre le public pro-actif dans un processus du théâtre, qui est souvent tout le contraire. Je trouve que cette soirée a été fondatrice de liens entre nous mais aussi avec la thématique. Nous nous sommes mis à la place de personnes qui subissent des discriminations au quotidien, et l'atelier était directement orienté "pistes de solutions", pour améliorer le quotidien et le bien-être en général dans l'espace public : situation du bus et de l'aéroport que nous avons pu rejouer)".

Alicia, particip'actrice. →

"Muzungu Tribes"

Enfin, la troisième soirée était consacrée à Teddy Mazina et son projet de contre-exposition à celle des zoos humains présentée à l'AfricaMuseum, ainsi que des échanges et des réflexions sur la manière, en lien avec son passé colonial, dont la société occidentale perçoit les étrangers.

Le projet photographique, appelé "Muzungu Tribes" vise à questionner les images et les représentations produites par la colonisation et ce qu'il en reste aujourd'hui. "Muzungu" signifiant "blanc" en langue bantoue⁵. **Les photos qui constituent cette contre-exposition visent à inverser les regards : et si des Africains avaient réalisé des mesures anthropométriques sur des corps d'Européens ?⁶**

Teddy Mazina nous explique alors que les photos exposées datent des années 1970. En effet, en 1972, à Zaventem, la douane découvre dans des caisses en partance pour l'Éthiopie des centaines de clichés de corps de personnes blanches et des documents indiquant des mesures anthropométriques... La police est avertie et quelques jours plus tard, suite aux déclarations de voisins, un "laboratoire clandestin"⁷ est découvert à Anderlecht. Des étudiants boursiers africains y mesuraient et photographiaient leurs amis blancs volontaires pour ce projet. Le groupe d'amis indique à la police que le but de celui-ci est à la fois artistique et critique afin de déconstruire le regard colonial porté sur l'Afrique et les corps des Africains. Malgré tout, la police ferme le laboratoire et rend le dossier confidentiel, étouffant ainsi l'affaire. Les étudiants africains sont expulsés du pays.

24

Pensez-vous que cette histoire est réelle ou non ? Les avis sont mitigés : certains y croient et d'autres pas. Teddy Mazina nous révèle alors que cette histoire mêle réalité et fiction. En jouant sur ce doute, l'exposition Muzungu Tribes invite à questionner notre rapport à l'image. Que devons-nous croire ?⁸ Des étudiants noirs auraient-ils vraiment pu mesurer leurs amis blancs dans les années 1970 ? A une autre époque, les zoos humains, empreints du regard colonial, ne représentaient pas la réalité mais étaient pourtant présentés au public comme reflétant le mode de vie existant des peuples colonisés. Alors, encore aujourd'hui, lorsqu'on nous

parle par exemple de migrations, comment discerner "fake news" et réalité ?

"C'était enrichissant. Les images des zoos humains, je n'avais jamais vu ça. La déconstruction de la conception migratoire avec un montage, c'était un bon exemple pour comprendre comment naît la conception négative des étrangers dans la tête des gens. En partant d'une fiction, il nous a amené à déconstruire ce qui est une fiction de ce qui ne l'est pas."

Alvine, participante.

Que retenir de ces trois soirées ?

Ces trois soirées ont été riches de nombreux éléments de réflexion pour questionner à la fois la vision des participant-es de la migration mais également le regard que l'Occident porte sur les étrangers. Mais comment agir face au racisme et aux préjugés liés aux migrations ? Comment parler de ces questions ? Le week-end a par la suite eu pour objectif d'apprendre - via des podcasts, plaidoyer, animation de rue, vidéo et presse - à créer des outils de communication pour sensibiliser un plus large public à ces thématiques migratoires.

Mirana Bauduin,

étudiante en Master en Immigration Studies à l'ULiège

Damaris Deba,

étudiante en Master en Immigration Studies à l'ULiège

Luther Paterne Mbouna,

étudiant en Master en Droit économique et social à l'ULiège

- 1 <https://la-trouvaile.org/arpentage/>
- 2 <https://www.jeuneafrique.com/332388/culture/moabi-cinema-quatre-bonnes-raisons-de-lire-louvrage-de-blic-bassy/>
- 3 <https://www.africavivre.com/cameroun/a-lire/romans/avec-blick-bassy-de-musicien-a-ecrivain-il-n-y-a-qu-un-pas.html>
- 4 Augusto Boal, « Catégories du théâtre populaire », Travail Théâtral, 1972, p.
- 5 <https://afrique.tv5monde.com/information/muzungu-tribes-la-carte-blanche-de-teddy-mazina-lafrica-museum-de-bruxelles>
- 6 <https://information.tv5monde.com/video/muzungu-tribes-la-carte-blanche-de-teddy-mazina-lafrica-museum-de-bruxelles>
- 7 <https://hangart-africa.com/teddy-mazina-fr/>
- 8 <https://information.tv5monde.com/video/muzungu-tribes-la-carte-blanche-de-teddy-mazina-lafrica-museum-de-bruxelles>

“Je vais poursuivre mes études en Europe”



Je vais poursuivre mes études en Europe. Une phrase qui pourrait paraître anodine pour le citoyen lambda, dépourvu de tout intérêt et un peu rêveur. Mais cette phrase était le début d'un engagement inouï motivé par plusieurs facteurs.

Au commencement

La Belgique, l'el Dorado, le paradis, l'opportunité, la réussite ; moyen par excellence pour moi de sortir ma famille de cette paupérisation ambiante. Je m'étais toujours remis en question, je me suis rendu coupable de cette situation que vivaient et vivent les miens. Des parents qui s'obligent à se lever aux premières heures du matin, à travailler

sans relâche pour qu'on puisse avoir de quoi manger chaque jour. Étant à l'université dans mon pays d'origine, je me suis dit “je vais les sortir de là”. Mais grande était ma déception quand, au fur et à mesure que le temps passait, mes parents marchaient moins, souriaient moins et le système dans lequel je croyais au départ ne m'offrait aucune garantie malgré mes résultats et ma détermination. Affligés, abattus, déprimés par cette situation, leurs larmes qui coulaient à l'intérieur malgré les fous rires que mes parents affichaient à l'extérieur, il était clair qu'ils étaient bien tristes.

Alors en tant que fils, je me devais d'agir. J'avais le devoir d'apporter le sourire et de redorer le nom de ma famille. De rendre en retour ce pour →

quoi ils ont bossé toute leur vie et, par ricochets, apporter une plus-value dans mon pays en termes de connaissances, de compétences. Que faire ? Où commencer ? Des questions qui m'ont taraudé l'esprit des nuits durant. Et là, peu à peu, l'envie d'ailleurs était née. Étant donné que je ne trouvais pas d'issue chez moi, il me fallait en trouver une autre rapide, facile et où j'allais être reconnu pour ce que je pouvais apporter de plus. Là, la Belgique apparaissait comme une panacée, comme l'élixir. Ayant effectué des recherches, j'étais plus que satisfait par ce que j'ai appris sur le pays de la frite. Dans mes pensées, j'imaginai : trois années d'études puis un travail, le temps de me faire l'expérience nécessaire pour pouvoir rentrer au pays, chez moi, comme ces héros qu'on ne voit que dans les films. Même si je n'ai jamais été animé par la facilité, je me suis dit "voilà ce qu'il me faut".

L'accomplissement et sa dure réalité

"Papa, je vais aller poursuivre ailleurs". Cette phrase, je sais pas pourquoi, mes parents n'y ont pas vraiment cru. Mais comme à leur habitude, ils m'ont répondu "vas-y fils, on te soutiendra toujours". La machine était lancée, le processus amorcé. Avec bataille, ardeur, idées préconçues, je me suis retrouvé en Belgique. Enfin. Ouréééééééé.

Me voici donc au pays du légendaire Léopold II. Mais maintenant, qu'y faire ? Les idées du pays que je me suis faites auparavant étaient-elles les bonnes ? Était-il facile de se retrouver dans la vie en dehors et dans le fac ? S'intégrer, était-ce facile ? Sans ambiguïté, j'ai vite répondu par la négative.

D'abord, le système d'administration n'était pas du tout facile. Les conditions de séjour étaient beaucoup plus rigoureuses pour les étrangers, la longueur de la procédure décourageante surtout pour moi qui m'étais dit que l'obtention du visa était la phase la plus épuisante. Mais non, c'était beaucoup plus compliqué que cela. Entre obligation de réussite scolaire, garantie locative, limitation horaire quant au job étudiant... Peu à peu, je déconstruisais les idées que je m'étais forgées avant mon départ. Mais rien

de cela n'amenuisait en moi ma motivation.

Ensuite, vient l'intégration en société. J'étais, et je suis toujours aujourd'hui, confronté à une double préoccupation : perdre mon "Moi" identitaire et apprendre une nouvelle culture ou tout simplement assimiler à la mienne le Belgian way of living. Une nouvelle bouffe, un nouveau style vestimentaire, de nouvelles expressions et par-dessus tout un climat très ondoyant, il faut s'y retrouver. Deux mois, trois mois, j'ai appris, j'ai copié et, grâce à l'aide de plusieurs belges, j'arrive même à me faire à certaines mentalités rétrogrades. Je ne peux pas le cacher : le racisme est profondément ancré dans cette société dont j'avais tant rêvé. "Ils" essayeront toujours de te faire croire que tu es de la pire espèce, de la race inférieure. Du vécu ? Dans un coin très fréquenté de Liège appelé le carré, j'y ai été confronté au moment où l'accès dans un restaurant-bar m'a été refusé sous prétexte que je n'avais pas l'âge requis même après avoir présenté ma carte d'identité. J'étais pourtant bien majeur mais, finalement, je me suis dit "Luther, tu vas devoir vivre avec".

**"Me voici donc
au pays du légendaire
Léopold II.
Mais maintenant,
qu'y faire ?"**

À l'université c'était beaucoup plus difficile. Un système d'éducation qui se situe aux antipodes du nôtre, le système d'évaluation ou de prise de notes beaucoup plus opaque, ... Admis en master avec un système de passerelle, je me devais au plus vite de trouver une alternative pour pouvoir suivre

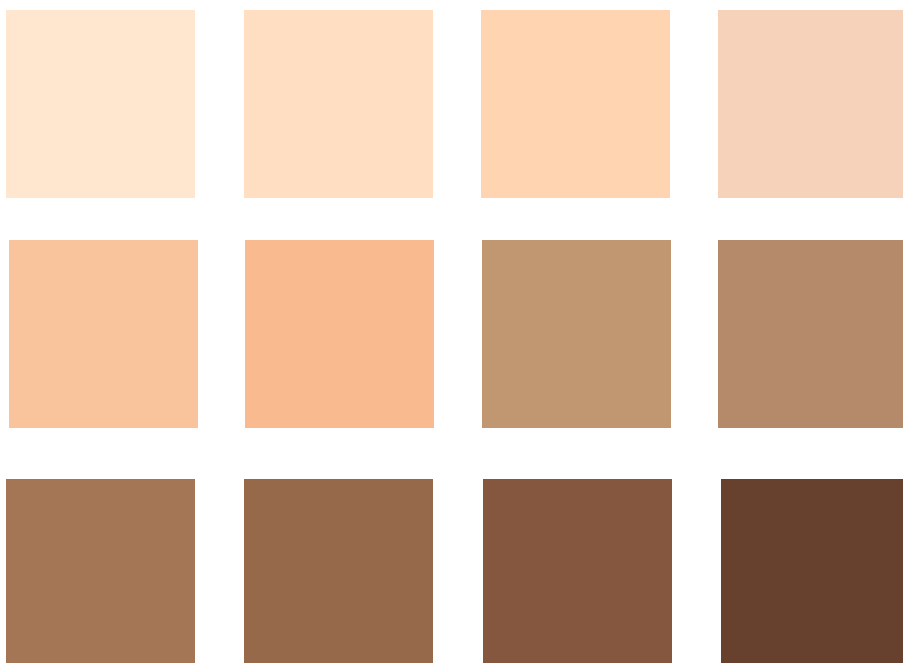
deux cours qui passaient au même horaire (les cours sont d'ailleurs très volumineux, 150 pages en moyenne). Heureusement, tout était également mis en œuvre pour qu'on puisse réussir.

En définitive, l'Occident offre des opportunités, certes, mais c'est beaucoup plus compliqué qu'il n'y paraît. Comme le dit Marième Kaba : " tout est question d'affirmation de son identité". Car savoir d'où l'on vient aidera toujours à savoir où l'on va et comment y arriver.

Luther Paterna Mbouna,

étudiant en Master en Droit économique et social à l'ULiège

La langue, les générations et le racisme



Nuancier des couleurs de peaux iStock.com/SerhiMelnyk

Au troisième siècle avant Jésus Christ, Aristote a écrit **“Ni la blancheur de l’homme ni sa noirceur ne constituent des différences spécifiques, et il n’y a pas de différence spécifique entre l’homme blanc et l’homme noir”** (Aristote, Métaphysique). Retenez cette phrase qui, j’espère, résonnera souvent au fil des propos que j’énonce ci-dessous.

A l’heure actuelle, les flux migratoires sont nombreux et diversifiés et les enjeux sociaux, au cœur des débats. Le racisme prend des formes diverses ce qui le rend difficilement perceptible et dénonçable. De nombreuses personnes quittent leur maison dans l’espoir d’une vie meilleure dans une

autre région ou un autre pays. Par conséquent, nous nous devons de poser cette question : à leur arrivée, dans un cadre autre que le leur, le système de notre société permet-il à ces primo-arrivants de s’épanouir avec bien-être et liberté ? Plus précisément, à quel point l’utilisation de la langue française est-elle ou n’est-elle pas accueillante pour ces populations ? Quel est le rôle conscient et inconscient des autochtones dans la transmission des stéréotypes et des préjugés racistes envers les migrant-es ? Il y a-t-il des divergences entre les générations dans l’utilisation de ces propos ? En bref, l’utilisation de la langue française au fil des générations joue-t-elle un rôle de reproduction d’un racisme ordinaire et structurel ? →

Au fil des générations ...

Suivant les différents contextes historiques et sociaux, chaque génération a eu comme cadre de vie des systèmes économiques et socio-culturels très différents. La perception et le rapport aux migrants et aux flux migratoires ont évolué et ne sont pas les mêmes au regard de l'environnement dans lequel chaque personne a grandi et construit sa vie.

Ainsi, les baby-boomers (personnes nées entre 1946 et 1965) représentent une génération privilégiée qui a connu la paix et la prospérité durant trente années. Ils ont vécu dans une société en pleine évolution et en recherche d'innovations en étant éduqué-es par des aîné-es qui n'ont pas connu la multiculturalité ou très peu. Durant ces années d'or, la recherche de la réussite sociale et d'un développement personnel étaient les valeurs fortes. Ces différents aspects qui ont marqué leurs enfances puis leurs jeunesse vont influencer les rapports que ces personnes ont aujourd'hui avec la migration. En effet, les baby-boomers ont tendance à se sentir attaqués personnellement dans leurs objectifs de vie et à percevoir les personnes issues de la migration comme dangereuses pour eux-ci et pour leur survie. Ces perceptions vont déclencher des mécanismes de discriminations envers les personnes primo-arrivantes. Les mots et les méthodes utilisées pour véhiculer ces mécanismes vont à leur tour toucher les générations futures à travers l'usage de la langue française.

A travers la transmission, à la fois consciente et inconsciente, de préjugés racistes, je ne peux qu'exprimer une certaine crainte : celle de la persistance d'une peur de l'autre. Entendons-nous bien, une grande partie de la population belge qui véhicule ces stéréotypes n'est pas à proprement parler effrayée par l'individu "étranger" en lui-même mais par ce qu'il peut altérer par sa présence. La peur porte sur l'impact de ces échanges interculturels sur l'identité nationale et sur les mœurs sociales ou culturelles, sur le fait de se faire arnaquer par des personnes venues "profiter du système", etc.

Le langage, les images et la reproduction des discriminations

Aujourd'hui, je pourrais énumérer énormément de mots discriminants mais pourtant utilisés de façon

banale dans notre société tant par les citoyens et citoyennes, que par les politiques ou les médias. Ces propos sont en lien direct avec notre histoire et sa transmission de générations en générations.

Le terme "race", par exemple, est un mot purement scientifique. A partir du XVIème siècle, il est utilisé pour désigner des groupes humains selon certaines caractéristiques biologiques. Malheureusement, la "race" devient vite, selon le Français François Bernier, une méthode de classification des personnes dans des groupes distincts. "La distinction de l'humanité en races permettrait de présenter comme un phénomène naturel, et un devoir sacré l'asservissement de ces populations par l'Europe" (Bernier, 1684). Au vu du passé du terme et de son utilité purement scientifique, je trouve que le mot "race" est à exclure de notre vocabulaire. Par contre, toujours selon moi, le mot "racisé-e" peut être utilisé à bon escient si l'on s'entend sur sa signification au préalable. Le concept de "racisé-e" est à appréhender comme une construction sociale, dans laquelle "la "race" n'est pas considérée comme biologique, mais [...] une construction sociale qui sert à exclure certaines catégories qui subissent le racisme" (A. Maad, 2021).

En fait, le simple fait de ne spécifier la couleur de la peau que lorsque l'on parle d'une personne "non-blanche" véhicule une certaine norme où toutes les personnes qu'on ne considérerait pas "blanches" seraient donc "hors normes". Il s'agit clairement d'une forme de discrimination envers les personnes racisées. De plus, l'utilisation des termes "blanc-he" ou "noir-e" pour désigner une personne la renvoie à sa seule couleur de peau. C'est une méthode particulièrement réductrice qui participe à la stigmatisation de ces personnes face au reste de la population. D'ailleurs, l'expression "couleur chair" qui est énormément présente dans notre langage courant, pose également souci. Si beaucoup de personnes ne comprennent pas sa connotation négative, posez-vous la question de la teinte de la chair à laquelle vous pensez lorsque vous entendez cette expression. Celle-ci renvoie sans détour à une norme "blanche".

Il existe encore de nombreux mots de notre vocabulaire quotidien à propos desquels on peut réfléchir. Il est important de prendre en compte l'im-

pact que ceux-ci peuvent avoir, à la fois pour soi et pour les autres. Être conscient de son langage c'est être conscient de son héritage et des constructions mentales qui en découlent et qui s'ancrent dans la société. C'est changer ses propres préjugés et ses comportements. Mais le changement commence toujours par une prise de conscience et une remise en question personnelle.

Quelles sont les pistes de solutions à développer pour éviter ces actions et inciter au dialogue et à l'entente multiculturelle ?

Le fait de partager ses opinions et sa façon de penser peut permettre la prise de conscience chez certaines personnes. Nous pouvons (et devrions) nous inviter au dialogue intergénérationnel en confrontant nos idées avec celles de nos aîné-es. Echanger sur les mécanismes à l'origine des discriminations afin de, peut-être, nous aider à éviter ce schéma à l'avenir. Bien sûr, un changement total de comportement de la part des personnes plus âgées est, à mon avis, utopique au vu du vécu et de l'éducation qu'elles ont reçues. Mais il y a un certain intérêt à mener ce travail de façon constante, y compris auprès des jeunes générations.

Rappelons-nous que, durant le XXème siècle, des italiens arrivaient en Belgique grâce à des accords sociaux et économiques. Ce flux migratoire a eu lieu en pleine période de construction et d'éducation de la génération baby-boomers. Pourtant, la plupart de cette population s'est naturalisée et adaptée à la société belge. Nous avons la preuve que l'acceptation et la plus-value culturelle de la population italienne en Belgique est clairement possible. Alors pourquoi ne pas le réitérer aujourd'hui avec les nouvelles générations de migrant-es?

A vous maintenant de prendre conscience de vos schémas de catégorisations, de vos comportements et des changements nécessaires à y apporter. Imaginons ensemble des pistes d'actions et de solutions pour lutter contre ces comportements. Il s'agit de notre responsabilité à toutes et tous.

Robin Legrand

Etudiant en Coopération Internationale à l'HELMo/HEPL

Pour aller plus loin

Ne sommes-nous pas tous migrants ?

"Nous sommes tous migrants, soit personnellement, soit par le biais de nos ancêtres" (Guibourg, 2015). Revenons à l'histoire belge, au XIXème siècle, des wallons émigrent vers le Wisconsin dû à une crise économique et agricole dans la région. En Amérique latine, des flamands décident de partir créer des colonies. Au XVIème siècle, des flamands quittent le territoire vers la Hollande pour éviter la guerre provoquée par la reconquête espagnole. Tant de faits historiques qui nous rappellent que le rapport que nous et nos ancêtres avons avec la migration nous a toujours été proche. Et que nous n'avons pas toujours été "les autochtones". Nous avons aussi été l'Autre de quelqu'un. Et plus d'une fois...

Pour en savoir d'avantage, je vous invite à lire cette brochure produite par le Ciré : "Les émigrants belges d'hier, un miroir pour aujourd'hui..."

Bibliographie

- Grossmann, F. (2016, 4 avril). Y a-t-il un racisme linguistique? Slate.fr.
- Gomaere, G. (2021, 23 juin). Qui sont les profils des générations X, Y et Z ? Le JCM | Journal du Community Manager.
- Guibourg, R. A. (2015). Nous sommes tous des migrants. La Revue des droits de l'homme
- SVT Egalité. (2016, 22 décembre). La langue et le racisme. La langue et la racisme.

Sitographie

- GÉNÉRATION X (1965-79) : une génération sacrifiée qui se révolte ! - CULTURE CRUNCH (culture-crunch.com)
- BABY-BOOMERS (1946-64) : la génération des Trente Glorieuses est sous pression - CULTURE CRUNCH (culture-crunch.com)
- Racisme ordinaire : entre préjugés, stéréotypes et boucs émissaires - Centre d'Action Laïque de la Province de Liège (calliege.be)
- Histoire du mot «race» - La Riposte
- File:Nouvelle division de la terre, par les différentes espèces ou races d'homme qui l'habitent.png - Wikimedia Commons
- "Racisé", "privilège blanc", "intersectionnalité" : le lexique pour comprendre le débat autour des réunions non mixtes (lemonde.fr)

Ascendance, prédétermination ethnique à mener des combats

Est-ce que l'ascendance d'une personne, son appartenance à une certaine classe sociale ou ethnique, le prédestine à combattre pour ses racines ? Peut-on être noir-e sans pour autant soutenir le mouvement Black Lives Matter ? Venir d'une famille ouvrière et voter contre l'impôt sur la fortune ? Être immigré-e et refuser de donner l'asile aux réfugié-es ? Entre théorie et pratique rien n'est moins sûr. Nous avons confronté les théories de grands auteurs aux cas pratiques de deux politicien-nes belge et anglaise pour tenter de répondre à nos questions.

Entre identité et idéaux, plusieurs approches théoriques

Le docteur en philosophie Luc Ngowet - et conseiller politique senior au sein de l'ONU - a analysé en 2007 dans son "ontologie politique de la question noire" les perspectives croisées des pensées de W.E.B. Du Bois et de Frantz Fanon par rapport à ce qu'il nomme "l'ipséité" [noire]. En ce compris dans le message que nous souhaitons transmettre au travers de cet article, les mécanismes contemporains qui font qu'une personne perçue comme d'origine étrangère n'est pas forcément le véhicule de la pensée militante à laquelle son groupe social est reliée [antiraciste, anticoloniale, pro-immigration ...].

Le cas s'illustre particulièrement au croisement des théories des deux penseurs. W.E.B. Du Bois pensait, dans *The Conservation of Races*, le sang noir en tant que porteur d'un message universel, qui n'avait pas à être "noyé dans l'américanisme blanc". Dans *The Souls of Black Folks*, il théorisa

également la "double consciousness", à savoir la manière dont l'identité des individus de couleur est divisée et leur permettrait - parfois malgré eux - d'appréhender le monde sous une pluralité d'aspects, étant donné qu'ils se définissent prématurément en tant que problèmes, contrairement aux Américain-es d'apparence caucasienne. Ce qui transparait dans ses écrits, c'est donc l'unité de tout le peuple de sang noir au travers de la lutte antiségrégationniste, et l'éducation des générations futures par ces mêmes combattant-es.

En revanche, d'après Ngowet et selon l'ouvrage *Peaux noires, masques blancs*, Fanon pense l'Homme contemporain libéré de la domination coloniale comme son propre fondement - domination contre laquelle il est nécessaire d'utiliser la violence en tant qu'acte politique, bien que ses recherches en psychiatrie aient également démontré la prépondérance du passé sur le vécu des individus et la persistance de certains traumatismes au travers des générations. L'élève de Césaire écrivait enfin en 1952 : "And it is by going beyond the historical, instrumental hypothesis that I will initiate my cycle of freedom". Il initie de ce fait et de manière inédite l'hypothèse d'un Homme nouveau, qui peut se construire malgré l'impétuosité vécue par son ascendance.

Sammy Mahdi, secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration

Sammy Mahdi, fils d'un réfugié ayant fui la guerre en Irak, est un ancien étudiant de sciences politiques et de droit international. Après un début de carrière politique en tant que collaborateur parle-

mentaire, il est élu président des Jeunes CD&V en 2017¹. Le 30 septembre 2020, Sammy Mahdi a été nommé, par Alexander De Croo, secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration.

Lorsqu'il a accédé au poste de secrétaire chargé de l'Asile et de la Migration, Sammy Mahdi a très rapidement fait connaître ses intentions de durcissement des mesures d'expulsions. Il s'est en effet exprimé sur son projet - lancé récemment - de créer de nouveaux centres fermés en Belgique, afin d'augmenter les expulsions de personnes ayant reçu une réponse négative à leur demande de régularisation.

Cependant, l'accession d'un fils de réfugié irakien au poste de secrétaire d'Etat avait fait souffler un vent d'espoir dans le monde associatif - en particulier, auprès des associations travaillant avec les personnes migrantes. Le porte-parole de la Plateforme citoyenne, Mehdi Kassou, s'était notamment exprimé sur ses attentes à son égard : "J'ose espérer sincèrement que son profil issu de l'immigration lui apportera une certaine sensibilité [sur ces questions] et que le dialogue sera facilité"².

Peut-on vraiment expliquer et justifier ces attentes vis-à-vis de Sammy Mahdi et son profil de fils de réfugié ? Le profil ethno-racial d'une personnalité publique peut-il légitimement induire certaines attentes quant à son rôle politique ?

De l'autre côté de la Manche : Priti Patel, Ministre de l'Intérieur au Royaume-Uni

Née à Londres, Priti Patel est la fille d'un couple d'Indien-nes gujaratis ayant fui l'Ouganda dans les années 1960 pour se réfugier au Royaume-Uni. Elle a étudié l'économie et les sciences politiques, avant de s'engager au sein du Parti conservateur en tant qu'attachée de presse, jusqu'en 2000. Après s'être détachée de la vie politique pendant quelques années, elle revient sur le devant de la scène en 2010, lorsqu'elle devient représentante de Witham (Essex) au Parlement. En 2015, elle est nommée Ministre de l'emploi par David Cameron, et devient, en 2019, secrétaire d'Etat à l'Intérieur au sein du gouvernement de Boris Johnson.

Priti Patel se présente comme une *self-made wo-*

man qui a gravi les échelons à force de patience et de labeur.³ "En tant que fille de migrants, je connais le sanctuaire, l'accueil et les opportunités qu'offrent la Grande-Bretagne. Reprendre le contrôle de nos frontières ne signifie pas claquer la porte"⁴. Cependant, elle partage avec son père un amour et une admiration pour Margaret Thatcher, surnommée la "Dame de fer", et dont elle se voit l'héritière⁵ ... Les positions fortement droitistes de Priti Patel ont fait d'elle l'une des personnalités politiques les plus clivantes du Royaume-Uni. Elle est notamment connue pour ses politiques migratoires restrictives - telles que son système à points visant à privilégier "les brillants cerveaux" face aux "travailleurs peu qualifiés" - voire dissuasives - comme les canons à eau destinés à produire des vagues pour renverser les canots des migrants traversant la Manche⁶. Sa nomination à la tête du ministère de l'Intérieur a été jugée extrêmement préoccupante par le groupe de défense des droits Liberty, lui reprochant d'avoir "toujours voté contre la protection des droits humains fondamentaux"⁷.

Priti Patel a par ailleurs fait récemment l'objet de deux polémiques : la première concerne un de ses projets de loi, prétendant proposer la création de nouvelles voies d'accès sûres et légales vers le Royaume-Uni, afin que les migrant-es n'aient plus à risquer leur vie en tentant d'atteindre le pays. Il s'est finalement avéré que le projet de loi ne contenait en réalité aucune disposition concrète visant à garantir des itinéraires sûrs aux demandeur-euses d'asile et soutenus par le gouvernement⁸. La seconde polémique⁹ concerne un accord qu'elle a signé avec le ministre des affaires étrangères rwandais. Celui-ci consiste à faire envoyer au Rwanda tous les demandeur-euses d'asile ayant obtenu une réponse négative au Royaume-Uni, et ce sans possibilité de retour. Elle justifie cette mesure par une volonté de mettre fin à la traite des êtres humains, et reproche à ses détracteurs de ne pas proposer de meilleures solutions.

Quel lien entre Sammy Mahdi et Priti Patel ?

Que ce soit en Belgique ou en Angleterre, Sammy Mahdi et Priti Patel sont des personnalités politiques particulièrement controversées et médiatisées. Tous deux se heurtent à de nombreuses →

critiques notamment de la part du secteur associatif et de la société civile. Les positions et mesures prises par Sammy Mahdi vis-à-vis des personnes migrantes et sans-papiers sont jugées trop sévères – qu'il s'agisse des propos qu'il tient à leur égard dans les médias (en les qualifiant notamment "d'illégaux"), ou des renforcements des mesures d'expulsions. Il est également critiqué pour sa politique du deux poids deux mesures entre l'accueil des Ukrainien-nes et l'accueil des migrant-es d'autres nationalités¹².

Prenons, à titre d'exemple, la lettre ouverte que lui a adressée Rosario M.-P., animatrice politique et culturelle à la FGTB.¹³ Elle mentionne en effet sa rencontre avec un jeune gréviste de la faim de l'église du Béguinage : ce jeune homme sans papiers se prénomme Mohamed, mais il "aurait pu s'appeler Sammy tant la ressemblance avec notre secrétaire d'Etat est étrange". Lors d'une conférence donnée à la FGTB, Madame M.-P. avait développé cet argument en ce sens que l'accession d'un homme racisé au poste de secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration comportait le risque de susciter la confiance du citoyen lambda – alors que dans les faits, sa politique était loin d'être bienveillante envers les personnes migrantes. En outre, dans sa lettre ouverte, elle reproche également à Sammy Mahdi de renier son histoire et celle de ses parents, et de "montrer un visage d'intégration parfaite renforçant ainsi la notion de bon migrant – mauvais migrant". Est donc ici parfaitement illustrée la déception éprouvée par les personnes engagées politiquement, à l'égard de Sammy Mahdi, et ce, précisément sur base de ses origines.

32

Priti Patel s'est également retrouvée sous le feu des projecteurs. En plus d'être critiquée pour ses mesures migratoires, Priti Patel se voit reprocher ses prises de position sur base de ses origines ethniques. En effet, le meurtre de Georges Floyd en 2020 avait entraîné des mouvements de protestations, tels que le déboulonnage de la statue du négrier Edward Colston à Bristol ou encore le genou à terre des footballeurs pour dénoncer le racisme – manifestations que Priti Patel avait respectivement qualifiées d'"absolument honteux" et de "gesticulations politiques". En réaction à ces commentaires, des députés travaillistes issus de minorités s'étaient adressés à elle, pour lui dire : "Être une personne de couleur ne vous donne pas

automatiquement autorité sur toutes les formes de racisme". Elle leur a alors répondu sur Twitter : "Je ne serai pas réduite au silence par des députés du Labour qui continuent de rejeter les idées de ceux qui ne se conforment pas à leur vision de la façon dont les minorités ethniques devraient se comporter".

Nous en venons donc à nous poser la question suivante : L'appréhension de l'individu sur base de sa couleur ou de son genre est-elle vraiment la seule manière de le construire en tant qu'être moral, acteur de la société ? La couleur de peau est-elle nécessairement le véhicule d'une cause, son porte-étendard ?

A ce propos, on ne peut s'empêcher de penser aux déclarations de Luc Ngowet, de W.E.B. Du Bois et de Frantz Fanon dont nous abordons les théories en début d'article. Il semblerait que le même type d'arguments que ceux développés par ces derniers soient énoncés à l'attention de Sammy Mahdi et de Priti Patel. On attend d'eux que leurs appartenances ethniques sous-tendent la direction qu'ils devraient donner à leurs combats. Priti Patel illustre aujourd'hui particulièrement bien la position défendue par Fanon dans son ouvrage *Peaux noires, masques blancs*, souhaitant rompre le lien établi entre ses origines et les combats qu'elle devrait défendre. "Les gens attendent de moi que je sois antiraciste parce que je suis asiatique, mais c'est un stéréotype raciste"¹⁰. Il apparaît en effet que ni Priti Patel, ni Sammy Mahdi ne suivent la voie de W. E. B. Dubois et considéreraient leur filiation apatride comme un fer de lance à leurs causes politiques ; nous pouvons même envisager qu'il puisse s'agir d'un frein.

Quelle approche adopter ?

L'idée de cet article n'avait pas pour but de prendre la défense de Sammy Mahdi ou de Priti Patel, de critiquer leurs détracteur-trices ou d'orienter les positions politiques des lecteurs-trices. L'objectif était plutôt de tenter d'apporter un angle de vue différent sur ceux-ci et leurs gestions des politiques migratoires. Nous proposons une approche qui consiste à évaluer leur travail sur base de critères liés, non à leurs origines, mais à leurs compétences et leurs accomplissements des devoirs auxquels leurs fonctions les assignent.

Il est très - voire trop - facile de poser des jugements hâtifs sur les individus, et plus encore de les juger s'ils ne correspondent pas à l'idéal du groupe social auquel on les renvoie si aisément. Or, et au 21^{ème} siècle plus que jamais, le respect de l'identité de chacun-e, et de ses opinions constitue un droit fondamental. Nous pouvons nous élever contre des idées, contre des politiques, combattre des causes qui nous paraissent nobles. L'indiscrétion ou l'étroitesse d'esprit sont en revanche nettement moins tolérables. Assigner un rôle de défense et de combat de certaines idéologies à des personnes que l'on identifie comme étant les plus à même de les porter relève plutôt d'une reproduction malvenue de stéréotypes racistes comme le dénonce Priti Patel.

Comment, dès lors, lutter contre ceux-ci ? Comment, tout en respectant nos devoirs et droits en tant que citoyen-nes, s'ériger contre des lois que l'on considère inhumaines et rester vigilant-e quant à la projection raciste que l'on pourrait nourrir vis-à-vis de celles et ceux qu'on pense en être les plus responsables ?

Mirana Bauduin,
étudiante en Master en Immigration Studies à l'ULiège

Lauriane De Smet,
étudiante en Master en Sciences de la population et développement à l'ULB

1 Gouvernement De Croo: Sammy Mahdi, le jeune trentenaire qui monte <https://www.dhnet.be/actu/belgique/gouvernement-de-croo-sammy-mahdi-le-jeune-trentenaire-qui-monte-5f7579b-57b50a677f3ca4d>

2 "Belgique : un fils de réfugié irakien nommé secrétaire d'Etat chargé de la Migration" <https://www.infomigrants.net/fr/post/27750/belgique-un-fils-de-refugie-irakien-nomme-secrtaire-detat-charge-de-la-migration>

3 "Priti Patel, la très conservatrice ministre de l'Intérieur britannique, symbole d'un Royaume-Uni divisé" <https://www.franctvinfo.fr/monde/europe/la-grande-bretagne-et-l-ue/>

priti-patel-la-ministre-de-l-interieur-qui-incarne-les-fractures-du-royaume-uni_4872463.html

4 "Who is the real Priti Patel?" <https://www.theguardian.com/politics/2020/feb/29/who-is-the-real-priti-patel>

5 "Priti Patel, la très conservatrice ministre..." *op.cit.*

6 "Priti Patel, la très conservatrice ministre..." *op.cit.*

7 "Who is the real Priti Patel?" <https://www.theguardian.com/politics/2020/feb/29/who-is-the-real-priti-patel>

8 "Priti Patel accused of misleading parliament over controversial borders bill" <https://www.theguardian.com/uk-news/2022/apr/17/fury-as-patels-borders-bill-found-misleading-on-safe->

Quelques règles à respecter pour éviter les amalgames faciles

Ne pas poser de jugements hâtifs : ce n'est pas parce qu'une personne est d'origine arabe qu'elle fait forcément le ramadan, porte le voile, etc.

Respecter la sensibilité de chacun et ne pas se montrer indiscret-e : Exemple " - Tu viens de quel pays ? - Je suis belge. - Non, mais allez, vraiment !". A moins que l'interlocuteur-ice ne le mentionne d'elle-même, la question n'est pas forcément pertinente au milieu d'une conversation.

Se montrer ouvert d'esprit quant aux différences d'opinion et de culture : Oui, on peut être née femme et se montrer sexiste. Être immigré-e et adhérer à des partis d'extrême-droite. Pour autant, cela ne constitue en aucun cas une invitation à se montrer plus virulent-e si nous ne sommes pas du même avis.

Bibliographie :

- Ngowet L., 2007. "W.E.B. Du Bois, Frantz Fanon et l'ontologie politique de la question noire", Actes du Colloque Fanon, UNESCO Paris, 30 novembre – 1er décembre.
- Du Bois, W. E. B. (1903). *The Souls of Black Folks*. New York: Dover Publications.
- Fanon, F. "Peau noire, masques blancs". Paris, Les Éditions du Seuil, 1952.

- routes-for-migrants
- 9 "Priti Patel: Rwanda plan critics 'fail to offer their own solutions'" <https://www.theguardian.com/uk-news/2022/apr/18/priti-patel-rwanda-plan-critics-fail-to-offer-their-own-solutions>
- 10 "Priti Patel, la très conservatrice ministre..." *op.cit.*
- 11 Sammy Mahdi (CD&V): "Ja, ik ben de Barack Obama van de Aldi. Ik breng hoop" https://www.nieuwsblad.be/cnt/dmf20201113_97464998
- 12 Sammy Mahdi répond aux accusations sur la politique d'accueil des Ukrainiens <https://bx1.be/categories/news/sammy-mahdi-repond-aux-accusations-sur-la-politique-daccueil-pour-les-ukrainiens/>
- 13 Lettre à Sammy Mahdi, de Rosario Marmol-Perez <https://liege.attac.org/2021/07/13/lettre-a-sammy-mahdi-de-rosario-marmol-perez/>

33



Cachet autorisant l'entrée sur le territoire sénégalais.

Flash info diaspora

"Un visa en cash un autre" !

A la radio j'entends

Je m'appelle Béatrice. Je viens d'écouter un flash info qui m'a laissé sans voix : "Un visa en cash un autre !"

Voici ce qu'il dit :

" Au vu du non-respect de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ; de cette réglementation internationale ou différenciées selon le pays de provenance du migrant, le gouvernement du Sénégal, décrète le visa obligatoire pour entrer dans le pays.

Le dépôt du dossier de la demande de visa dans ses ambassades est de 100€.

En accord avec le référendum populaire du 07 janvier 2022, le Sénégal annonce et ferme ses frontières à tous les pays du monde dont les accords ou conventions, n'ont pas été mis à jour avec les

lois du pays. Le visa serait désormais obligatoire pour tout ressortissant non africain.

Tout accord, convention, signés auparavant, restent nuls et non avenants. Ils devraient faire l'objet d'une nouvelle révision avec les pays signataires. Des accords signés avec certains pays d'Europe auraient été révoqués.

Dans la mesure où la libre circulation ne s'adresse qu'à une partie de l'hémisphère, le gouvernement du Sénégal rappelle son ambassadeur à Bruxelles pour la tenue d'une rencontre internationale en matière de libre circulation des "Citoyens du monde". Il demande à tous ses ressortissants Sénégalais vivant en Belgique et en Europe de rentrer au Sénégal. Une facilitation du retour est déjà mise en place.

Dès lors, le Sénégal demande à l'Europe de reconsidérer cette loi au vu de l'article 13 de la déclaration universelle des droits de l'homme. Il demande sa révision et le rajout d'un mot qui

instaurera une libre circulation égalitaire des "Citoyens du monde" ; "continent" ou "État et continent".

L'Union Africaine approuve déjà cette décision et se rallie avec le Sénégal pour appliquer cette nouvelle loi à tous les pays africains et en particulier à l'Afrique de l'Ouest. Cette loi s'applique dès ce 14 janvier 2022."

Après avoir entendu aux informations cette nouvelle loi sénégalaise et les nouvelles dispositions mises en place, j'ai ressenti une peur viscérale.

Je suis née en Belgique de parents belges, d'origine belge, je suis pure belge. Femme d'affaires en Belgique et au Sénégal, j'ai été heurtée par cette décision du gouvernement du Sénégal dans ma position de femme d'entreprise ainsi que dans mes ambitions. J'ai toujours voyagé sans contraintes, sans devoir présenter un justificatif quelconque lors de mes déplacements au Sénégal ou en Europe.

J'ai été amèrement frustrée par l'interdiction de rentrer au Sénégal sans visa préalable. J'ignorais que la loi sénégalaise en matière de politique internationale avait récemment changé et que le visa devenait obligatoire.

Je me retrouve face à une situation complexe et politique. Cette nouvelle loi est un frein à ma liberté de mouvement et surtout un danger qui pourrait menacer le développement de mon entreprise au Sénégal sachant que j'y ai implanté une industrie de transformation et d'exportation de fruits et légumes vers la Belgique et l'Europe. Je me vois refoulée de mon pays d'adoption où toutes les infrastructures dans lesquelles j'ai investies sont non délocalisables.

Que pourrais-je faire à ce stade sachant que l'octroi du visa dépend d'une révision d'un article universel ? J'ose espérer qu'il existe une autorisation spéciale fournie par l'ambassade du Sénégal à Bruxelles, pour les chefs d'entreprise et acteurs économiques étrangers, afin de leur faciliter l'entrée au Sénégal en attendant une solution pour cette nouvelle loi.

1 Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789, disponible sur : Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 - Légifrance (legifrance.gouv.fr)

De la fiction à la réflexion

Cette situation impromptue, surprenante, invite à la réflexion. Car oui, si ceci était une fiction, elle met néanmoins en lumière le désarroi et le rejet que ressentent les migrants bloqués aux frontières de pays qui les repoussent.

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789¹ stipule dans son article 2 : "Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit". Son article 13 précise deux de ces droits :

- Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un état ;
- Toute personne a le droit de quitter tout pays et y compris le sien, et de revenir dans son pays.

La société européenne a régi des textes de loi donnant et protégeant chaque citoyen, chaque individu vivant sur son sol, une multitude de possibilités pour s'épanouir et jouir des avantages qui leurs sont offerts partout dans le monde. Cette société d'aujourd'hui est nouvelle, mixte, hétéroclite, multiculturelle et pluridisciplinaire. Chacun de nous cherche à y trouver sa place. Le cadre légal qui nous y est imposé par les institutions devrait nous aider à évoluer, à nous développer, partout. Mais la législation européenne et le recours à l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne s'applique-t-elle qu'en Europe, aux pays enrichis et à leurs habitants ? Ou bien s'applique-t-elle à tous les citoyens du monde ?

Quand je lis cet article 13, je me rends compte qu'il n'est appliqué que par les pays appauvris et qu'il privilégie les citoyens occidentaux. N'y a-t-il pas un problème de réciprocité ? Dans cette fiction, je souhaitais mettre en évidence un scénario dans lequel le Sénégal renverse la vapeur. Comprendre le mal-être de toutes ces personnes non-européennes, sujettes aux demandes de visa récurrentes et presque systématiquement refusées pour des raisons diverses. Je vous invite à y réfléchir. Et si c'était nous, de l'autre côté de la frontière ?

Marième Kaba,

Présidente-fondatrice d'Accord d'Ebène asbl. Partenaire des projets Students Mindchangers et Diaspora en Action

Alors que nous lançons les bases d'un week-end bienveillant et respectueux, nous nous sommes questionné-es sur le sens et le poids des mots que nous pouvions utiliser. Alors que tous-tes soulevaient l'importance de l'inclusivité et de la tolérance, certain-es ont pu témoigner de ce qu'ils pouvaient entendre et ressentir au quotidien. Aujourd'hui, nous en partageons des extraits avec vous.

"Le terme racisé.e met en évidence le vécu du racisme, mais selon moi il ne devrait pas être utilisé pour désigner la couleur de peau. Comme le dit Eric Fassin, "Les racisés ne sont pas définis par leur couleur, mais par leur expérience du racisme."

Damaris

"Arrête de dire que je suis exotique, je ne suis pas un fruit."

Nekena

"Les gens vont jusqu'à me donner leur avis sur la couleur d'emoji que j'utilise : on m'a déjà dit que c'était trop foncé pour moi."

Nekena

"En tant que personnes racisé-es, quand on essaie de se défendre d'une micro-agression, on nous fait passer pour des hystériques ou des faux persécutés."

Adam

" C'est un peu pesant que les gens nous confondent tout le temps toutes les deux, alors que l'on ne se ressemble pas. C'est comme si la seule caractéristique qu'ils retenaient à notre égard était notre métissage. Ca nous rend tristes, car en contrepartie, nous cherchons à vraiment nous intéresser aux personnes et à leur unicité. "

Damaris et Mirana

" - Tu viens d'où ?
- Alors, bonjour déjà."

Nekena

Le poids des mots qu'on utilise, les remarques que l'on peut lancer sans penser à mal, ... N'oublions jamais de rester attentifs et attentives à nos attitudes face à la migration et aux personnes qui peuvent en être issues.

Qu'est-ce que le racisme ordinaire ?

Micro-agressions raciales, pourquoi nous devons tou-ttes y réfléchir ?

Lexique

- 1 **Racisme** : Toute attitude, action, structure institutionnelle ou politique sociale qui subordonne des personnes ou des groupes en raison de leur appartenance à un groupe racial (Jones, 1997).
- 2 **Racisme ordinaire** : Pratiques quotidiennes normalisées et répétées de discrimination raciale qui ne sont souvent pas destinées à causer une offense, qui peuvent sembler anodines pour ceux qui les perpètrent mais qui sont ressenties de manière persistante par la cible (Essed, 2008).
- 3 **Micro-agressions** : Commentaires ou actions qui expriment subtilement et souvent inconsciemment ou involontairement une attitude préjudiciable envers un membre d'un groupe marginalisé tel que les minorités raciales et ethniques. Les micro-agressions peuvent également être basées sur le genre, la religion, l'orientation sexuelle.
- 4 **Micro-agressions raciales** : Des indignités quotidiennes, brèves et banales, de nature verbale, comportementale ou environnementale qui communiquent, de façon intentionnelle ou non-intentionnelle, des manquements de respect ou des insultes à l'égard d'une personne ou d'un groupe cible (Sue, Capodilupo, Torino, Bucceri, Holder, Nadal, & Esquilin, 2007).
- 5 **Color-Blindness** : l'idéologie raciale qui postule que la meilleure façon de mettre fin à la discrimination est de traiter les individus de la manière la plus égale possible, sans tenir compte de la race, de la culture ou de l'origine ethnique. Cette idéologie équivaut à un rejet des expériences vécues par les personnes racisées, mais suggère également que le racisme n'existe pas tant qu'on l'ignore. De plus, dans le contexte d'un racisme structurel et systémique, le *Color-Blindness* sert à se désengager complètement des conversations sur la race et le racisme (Williams, 2011).

Tu n'as pas beaucoup d'accent", "Je parie que tu es bon en maths", "Non, mais d'où viens-tu vraiment ?", tous ces commentaires sont des exemples de micro-agressions raciales, une forme de racisme ordinaire. Bien qu'ils puissent sembler anodins, minimes par nature, et qu'ils soient souvent faits inconsciemment et involontairement, ils ont en réalité des conséquences dévastatrices sur la santé mentale des personnes visées.

Comprendre les micro-agressions raciales

Les micro-agressions raciales sont une forme de racisme ordinaire. Elles passent souvent inaperçues et ne sont pas reconnues en raison de leur banalité au quotidien. Lorsque la plupart des gens pensent au racisme, ils pensent aux cas les plus extrêmes et manifestes (ex. les crimes haineux, les actes discriminatoires flagrants), mais le racisme ordinaire est tout le contraire, plus subtil, indirect et commis généralement par des personnes bien intentionnées (Spanierman et Sue, 2020). Le racisme ordinaire est donc souvent considéré comme moins grave du fait de sa banalisation. Comme l'expliquent deux femmes interrogées, "J'ai fini par m'y habituer et me dire que c'était presque normal" et "Je laisse passer, je ne me prends pas la tête avec ça, en fait j'ai intégré que c'était mon quotidien, à tort je pense parce que c'est comme ça que le racisme ordinaire continue"¹.

Quelques exemples

Imaginez que l'on vous rappelle constamment la couleur de votre peau et que l'on vous considère comme un étranger alors que vous vivez dans →

votre propre pays. Répondre “je suis de Liège” aux personnes qui vous disent que “vous parlez bien français” ou qui vous demandent régulièrement “d’où vous venez ?” ne sera pas suffisant et correspondra encore moins à la réponse qu’ils “recherchent”.

Sue et al. (2007; 2020) fournissent une catégorisation de micro-agressions raciales. Le tableau présente plusieurs exemples de commentaires et de

situations qui peuvent être classées comme des micro-agressions raciales. En soi, certaines de ces pratiques peuvent sembler banales, mais lorsqu’elles se produisent en permanence, elles ont un impact psychologique réel. Il ne s’agit pas d’événements occasionnels, mais de pratiques que les personnes racisé-es doivent supporter en permanence depuis leur enfance. “Ma sœur en maternelle, une petite lui avait dit ‘nous on ne joue pas avec toi t’es pas comme nous’”.

Tableau : exemples de micro-agressions raciales ²

THÈME	MICRO-AGRESSIONS	MESSAGE
Étranger dans son propre pays (Les personnes racisées sont supposés être nées à l'étranger)	“Vous venez d’où?” “Où êtes-vous né?”	Vous n’êtes pas belge. Vous êtes un étranger.
Color-Blindness (déclarations qui indiquent qu’une personne blanche ne veut pas reconnaître la race)	“Quand je te regarde, je ne vois pas la couleur” #AllLivesMatter	Nier les expériences raciales/ethniques d’une personne.
Attribuer l’intelligence à une personne sur la base de leur race	“Vous vous exprimez si bien.”	C’est inhabituel pour quelqu’un de votre race.
Criminalité (Présomption qu’une personne est dangereuse, criminelle ou déviante en raison de sa race ou de son origine ethnique)	Une personne serre son sac à main ou vérifie son portefeuille lorsqu’une personne racisée passe.	Vous êtes un criminel Vous allez voler/vous êtes pauvre/vous n’êtes pas à votre place/Vous êtes dangereux.
Déni du racisme personnel (Déclarations qui nient les préjugés personnels d’une personne)	“Je ne suis pas raciste. J’ai plusieurs amis noirs”	Je suis immunisé contre le racisme parce que j’ai des ami-es racisé-es.
Le mythe de la méritocratie (Déclarations affirmant que la race ne joue pas de rôle dans la réussite de la vie)	“Je crois que la personne la plus qualifiée devrait obtenir le poste.” “Tout le monde peut réussir dans notre société, si ils-elles travaillent assez dur.”	Les personnes racisées reçoivent des avantages supplémentaires injustes en raison de leur race. Les personnes de couleur sont fainéantes et/ou incompetentes et doivent travailler plus dur.
Pathologisation des valeurs culturelles/des styles de communication (Notion selon laquelle les valeurs et les styles de communication de la culture dominante sont idéaux)	Demander à une personne noire : “Pourquoi es-tu si bruyant, calme-toi” Rejeter une personne qui évoque la race ou la culture au travail ou à l’école.	S’assimiler à la culture dominante. Quelque chose ne tourne pas rond chez vous, laissez votre héritage culturel à l’extérieur.
Citoyen de seconde zone (Lorsque les personnes racisées reçoivent un traitement différent de la part du groupe dominant)	Une personne racisée est confondue avec un employé de service.	Les personnes de couleur sont les domestiques des Blancs. Ils ne peuvent pas occuper des postes de haut niveau.
Micro-agressions environnementales (Micro-agressions de niveau macro, qui sont plus apparentes aux niveaux systémique et environnemental)	Une université avec des bâtiments qui sont tous nommés d’après des hommes hétérosexuels de la bourgeoisie blanche. Les émissions de télévision et les films sans représentation de personnes racisé-es.	Vous n’êtes pas à votre place et vous ne réussirez pas ici. Il y a une limite jusqu’à où vous pouvez aller. Vous êtes un étranger/vous n’existez pas.

La diversité en Belgique

Trop souvent encore, la nationalité est confondue avec la couleur de la peau, les gens associent encore le fait d’être blanc à celui d’être belge, même si la population belge est très diversifiée. 32,7% de la population est issue de l’immigration³ et 17% est d’origine hors EU27 (Statbel, 2021). De plus, ce pourcentage ne tient pas compte de toutes les personnes qui ont des grands-parents ou arrière-grands-parents d’origine immigrée. Même si la Belgique a une longue histoire d’immigration et que la population est diversifiée, il existe toujours un réel problème de racisme. Selon l’UNIA, en 2020, l’association a reçu 3684 rapports liés à des caractéristiques raciales, soit une augmentation de 49,5% par rapport à l’année précédente (UNIA, 2021). Ces chiffres ne nous donnent pas une image complète de l’ampleur du problème, car un grand nombre de cas de racisme ne sont pas déclarés, mais prouvent l’existence d’un sérieux problème dans notre société qui doit être abordé.

Les conséquences

Si les micro-agressions raciales peuvent sembler inoffensives pour le groupe dominant, elles ont de graves conséquences pour celles qui ont en sont la cible en provoquant de nombreux problèmes de santé mentale et physique et une mauvaise qualité de vie (Williams, 2021). **Les micro-agressions raciales ont un effet cumulatif, ce n’est pas tant la discrimination isolée qui est le problème principal, mais le fait qu’elle se produise perpétuellement qui a des conséquences dramatiques.**

Les conséquences au niveau macro

En plus des effets négatifs sur l’individu, les micro-agressions raciales produisent également des dommages à plus grande échelle en créant des inégalités d’accès et d’opportunités dans l’éducation, l’emploi et les soins de santé, ce que l’on appelle le racisme structurel, institutionnel ou systémique (Williams, 2021). Les micro-agressions raciales influencent la façon dont la population perçoit les personnes racisées et la valeur que la société leur accorde. Les micro-agressions contribuent à maintenir les systèmes d’oppressions raciales, elles établissent la supériorité du groupe domi-

nant en marginalisant les personnes racisées, par exemple en traitant les personnes racisées comme si elles n’étaient pas des vraies citoyennes ou en les considérant comme inférieur-es (voir tableau lignes 1 et 9). Les micro-agressions raciales jouent aussi un rôle dans la protection et le renforcement du racisme systémique. Elles dissimulent le racisme systémique notamment à travers le *color-blindness*, le déni du racisme individuel, et aussi en promouvant des idées qui maintiennent les inégalités systémiques existantes (par exemple le mythe de la méritocratie). Les micro-agressions fournissent un soutien aux systèmes d’oppression établis⁴.

Les conséquences au niveau micro

Lorsqu’une personne est confrontée au racisme ordinaire, elle peut se sentir en colère, cela peut provoquer stress, colère et frustration, ce qui peut entraîner une hypertension artérielle et une augmentation du rythme cardiaque. Avec le temps, cela peut conduire à des doutes et à une faible estime de soi, mais aussi à des symptômes graves tels que la dépression, l’anxiété, l’hypertension (Solórzano & Huber, 2020). Des chercheurs ont même établi des troubles spécifiquement liées au racisme, tels que le *mundane extreme environmental stress*, qui décrit le stress unique que les Afro-Américains vivent face au dilemme d’être noir dans l’Amérique blanche. Le fait d’être constamment confronté à des environnements et individus racistes, méprisants, dévalorisants, insensibles et hostiles peut aussi conduire à des troubles comme le *Racial battle fatigue* qui est considéré comme le résultat cumulé d’une réaction naturelle de stress lié au racisme et des conditions mentales et émotionnelles angoissantes. Les personnes racisées deviennent physiquement et émotionnellement épuisées en réponse et à la préparation contre les micro-agressions raciales qu’elles subissent au quotidien. Il existe aussi le trauma racial qui est une réaction traumatique à une accumulation d’expériences négatives liées au racisme et dont les symptômes sont similaires à ceux du Stress post-traumatique. Comme pour les charges mentales que subissent les femmes, le concept de charge raciale a été créé pour désigner : la pression psychologique et le fait de devoir toujours s’adapter, voire même d’effacer une partie de leur identité (par exemple faire attention à sa coif- →

ture ou son accent au travail) que les personnes racisées subissent. C'est aussi le fait de perpétuellement devoir expliquer, traduire et rendre intelligibles les situations racistes.

La réaction aux micro-agressions raciales

Pour les personnes qui en sont la cible, ces pratiques peuvent conduire à une crise intérieure : "Ai-je mal interprété la situation?", "Suis-je trop sensible?", "Dois-je répondre?", "Cela en vaut-il la peine?", malgré le sentiment persistant d'avoir été attaqué ou non respecté. Iels ont la tâche pénible de déterminer s'il y a vraiment eu une micro-agression, s'iels doivent y répondre ou ravalier leurs sentiments et, si oui, comment le faire ? En ne réagissant pas, iels peuvent subir des dommages psychologiques tels que le déni de leur réalité, une perte d'intégrité, la colère et la frustration. Ce n'est pas parce qu'une personne décide de ne pas réagir que cela ne l'a pas affectée (Sue et al., 2007). Mais en réagissant par la colère, iels risquent d'être accusé-es d'être trop sensibles, paranoïaques, leur explosion d'émotions confirmant les stéréotypes sur les personnes racisées. Cette réaction peut à long terme causer des dommages et conduire à une plus grande hostilité à l'égard des personnes racisées. En fait, la situation est sans issue, un *catch-22*, "damné si vous le faites, et damné si vous ne le faites pas"⁵.

Micro-agressions secondaires

Les membres du groupe dominant ne sont souvent pas conscients des micro-agressions raciales ou de les commettre eux-mêmes (Williams, 2021). C'est la force des micro-agressions raciales : elles sont invisibles pour l'auteur-riche et souvent aussi pour le-la destinataire. Par conséquent, iel a souvent du mal à croire qu'iel a des préjugés raciaux et qu'iel adopte des comportements discriminatoires. Iel se considère comme une personne de bonne morale, qui croit en l'égalité et qui n'est pas raciste. Ses actions peuvent généralement être expliquées par des raisons apparemment non biaisées et valables, ce qui peut rendre difficile l'identification des micro-agressions. Etant inconscientes, omniprésentes et automatiques dans les conversations et interactions de tous les jours, elles sont souvent rejetées et considérées comme innocentes et inoffensives (Sue et al., 2007).

En raison d'une compréhension insuffisante de la nature systématique du racisme, l'auteur-riche nie généralement le caractère raciste de ses actions. Iel pense que la victime réagit de manière excessive, qu'iel est trop sensible, trop mesquine et qu'iel devrait laisser tomber. Cette accusation générique selon laquelle la victime est trop sensible et qu'iel accuse trop rapidement quelqu'un d'être raciste est comme une seconde attaque "ce qui m'énervait le plus c'est à chaque fois le 'ho mais on rigole,

tu n'as pas à être vexé pour ça', ce qui m'énervait c'est que les gens décidaient à ma place ce qui devait m'atteindre ou pas". Cela présuppose que les personnes exposées à la discrimination ne sont pas compétentes pour porter un jugement éclairé sur la situation. Comme l'affirme Essed (2008), "le privilège racial se perpétue lorsque ceux qui prétendent avoir un jugement supérieur sont insensibles à la reconnaissance des injustices raciales quotidiennes, tout en revendiquant le pouvoir exclusif de définir la réalité comme étant dépourvu de racisme".

Ces attaques secondaires également appelées micro-agressions secondaires peuvent prendre plusieurs formes telles que le *racial gaslighting*⁶, où le micro-agresseur-se essaye de convaincre la cible qu'une micro-agression raciste n'est en fait pas raciste, le fait de blâmer la cible pour sa réaction à une micro-agression plutôt que de blâmer l'auteur-riche de celle-ci ou encore la tentative de parler au nom des autres, par exemple en disant : "Je pense que ce que vous vouliez vraiment dire est...". Dans tous les cas, le fait de ne pas reconnaître les micro-agressions peut exacerber le mal qu'elles infligent (Johnson, Nadal, Sissoko, & King, 2021).

Une parenthèse sur le racisme anti-Blancs

Il est pertinent de parler de racisme au pluriel, le racisme qui vise les Arabes n'est pas le même que celui qui vise les Noirs ou les Asiatiques. Tous sont condamnables et introduisent une hiérarchisation des races, qui sert ensuite à "justifier" les agressions les plus odieuses. Cependant, le racisme anti-blanc ne doit pas être considéré comme réel⁷. Celui-ci est presque considéré comme inexistant dans les sciences sociales, mais constitue un sujet controversé dans le discours public. Le terme est souvent utilisé par les organisations racistes et les politiciens de droite afin d'inverser symboliquement la relation de domination raciale afin de disqualifier celles et ceux qui contestent l'ordre racial dominé historiquement par les blancs.

Une personne blanche peut, bien sûr, être discriminée, insultée, faire l'objet de xénophobie ou d'agressions, mais il faut s'abstenir de dire qu'une personne blanche fait l'objet de racisme. Comme

Comment éviter les comportements microagressifs

Informez-vous : Renseignez-vous sur les différents types de racisme, leur impact, vos propres privilèges et vos propres préjugés inconscients. Nous ne sommes souvent pas conscients de nos propres préjugés et privilèges tant que nous ne faisons pas l'effort d'en prendre conscience.

Parlez-en à vos ami-es et à votre famille : Il n'est ni facile ni confortable de parler du racisme, mais cela peut aider les gens à prendre conscience de leurs privilèges, leurs préjugés et à changer leur façon de penser.

Écoutez : Écoutez les expériences des gens en matière de racisme sans être sur la défensive ni porter de jugement, car il peut être difficile de comprendre si vous n'avez pas vécu cette expérience vous-même ou si vous n'avez pas des ami-es proches ou de la famille qui l'ont vécue. En écoutant activement leurs expériences, nous pouvons renforcer notre empathie, notre compréhension et, soutenir la voix des individus et des communautés.

l'explique Éric Fassin, on ne peut pas considérer qu'une personne traitée de "sale blanc" l'est pareillement qu'une personne traitée de "sale noir" (Mourgues, 2022). Être traité de "sale blanc" ne résonne pas avec toute une histoire, toute une expérience sociale ordinaire et tous les discours politiques. Il n'y a pas de discours politique anti-blanc, de discrimination systémique au logement ou à l'embauche, ni de profilage racial pour les Blancs. Même si les Blancs peuvent être une minorité, ce n'est pas le nombre qui est important mais le pouvoir et la domination, dans notre société où il est plus avantageux d'être blanc.

Grace Andrews, diplômée en Sociologie à finalité, spécialisée en Immigration Studies, à l'ULiège

Grace a réalisé un mémoire sur la représentation politique des personnes d'origine étrangère en Wallonie consultable sur Mathéo <https://matheo.uliege.be/handle/2268.2/13836> →

Comment faire face aux micro-agressions raciales

Cherchez du soutien : un des moyens les plus importants pour gérer notre santé mentale est d'avoir du soutien, que ce soit de la part de collègues, d'un thérapeute, de la famille ou d'amis. Il est important d'avoir des personnes pour vous aider à traiter vos expériences et avoir un espace où vous pouvez donner une voix à ce qui vous arrive.

N'intériorisez pas le racisme : il est important de se rappeler que ce n'est pas vous qui êtes en cause, mais le

racisme. N'essayez pas de changer quelque chose chez vous ou dans votre comportement pour être mieux accepté-e.

Répondre aux micro-agressions : Si vous le souhaitez, vous pouvez combattre les micro-agressions en résistant aux normes eurocentriques, en défiant les stéréotypes et en confrontant directement les auteur-ices. Cependant pensez à choisir vos batailles, vous n'avez pas besoin de toujours répondre si vous ne le

souhaitez pas et rappelez-vous aussi que votre travail n'est pas d'éduquer les autres.

Sachez quand il est temps de quitter une situation : Il est important de reconnaître quand vous avez atteint votre limite et que vous devez vous donner la priorité. Même si il y a des situations difficiles comme le lieu de travail, il est important de savoir quand vous devez prendre vos distances par rapport à une situation toxique.

Pour aller plus loin :

Podcasts :

- Sans Blanc de Rien. <https://open.spotify.com/show/6W77CmxD-Bu33xc620wuRws>
- Kiffe ta race. <https://www.binge.audio/podcast/kiffetarace/>
- Episode 4 à l'intersection. Micro-agressions, racisme ordinaire, et le répit dans tout ça? <https://soundcloud.com/alintersection/episode-4-micro-agressions-racisme-ordinaire-et-le-repit-dans-tout-ca>

Vidéos :

- Gloria Selemani. Sirop de Liège: Liégeois.e.s et Noir.e.s (Documentaire)
- Febelfin Belgium. Les micro-agressions, c'est quoi? https://www.youtube.com/watch?v=6dWnjXPcFM&ab_channel=FebelfinBelgium
- Brut. Le racisme ordinaire <https://www.brut.media/fr/news/le-racisme-ordinaire-c-est-leur-quotidien-eda7c73b-dd32-4a9e-b435-0d2a5c99f0b6>
- Brut. Racisme ordinaire: conversation entre Rokhaya Diallo et Grace Ly <https://www.brut.media/fr/news/racisme-ordinaire-conversation-entre-rokhaya-diallo-et-grace-ly-522f8854-5f09-495a-927a-af0724123d0f>
- Konbini. Speech - Grace Ly https://www.youtube.com/watch?v=A8SsnhKwwzs&ab_channel=Konbini

Livres :

- Rokhaya Diallo et Virginie Sassoon (2015) "Moi raciste? Jamais! Scènes de racisme ordinaire"

Associations :

- UNIA. Pour l'égalité, contre la discrimination <https://www.unia.be/fr>
- BePax. Dialogue & Diversité <https://www.bepax.org/>
- MRAX. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie <http://mrax.be/wp/>
- Vous pouvez aussi suivre le CVFE qui organise des ateliers à Liège sur plusieurs sujets liés au racisme, comme la fétichisation raciale et l'autodéfense verbale contre le racisme. <https://www.cvfe.be/>.

Bibliographie :

- Essed, P. (2008). Everyday racism. A companion to racial and ethnic studies, 202-216.
- Johnson, V. E., Nadal, K. L., Sissoko, D. G., & King, R. (2021). "It's not in your head": Gaslighting, 'splainin', victim blaming, and other harmful reactions to microaggressions. *Perspectives on psychological science*, 16(5), 1024-1036.
- Jones, J. M. (1997). *Prejudice and racism* (2nd ed.). Washington, DC: McGraw-Hill.
- Mourgues, E. (2022, 5 avril). Le racisme anti-Blancs existe-t-il? France Culture. <https://www.franceculture.fr/societe/le-racisme-anti-blancs-existe-t-il>
- Solórzano, D. G., & Huber, L. P. (2020). Racial microaggressions: Using critical race theory to respond to everyday racism. Teachers College Press
- Spanierman, L. B., & Sue, D. W. (2020). Microaggressions in everyday life.
- Statbel. (2021). Origine par groupe de nationalité d'origine, par commune. [Data set]. Retrieved from <https://statbel.fgov.be/fr/themes/population/origine#figures>
- Sue, D. W., Capodilupo, C. M., Torino, G. C., Bucceri, J. M., Holder, A., Nadal, K. L., & Esquilin, M. (2007). Racial microaggressions in everyday life: implications for clinical practice. *American psychologist*, 62(4), 271.
- UNIA. (2021, Mars 21). Lutter contre le racisme : la tâche n'est pas simple, mais c'est indispensable et c'est possible ! Unia. <https://www.unia.be/fr/articles/lutter-contre-le-racisme-la-tache-nest-pas-simple>
- Williams, M. T. (2011, 27 décembre). Colorblind ideology is a form of racism. *Psychology Today*. <https://www.psychologytoday.com/us/blog/culturally-speaking/201112/colorblind-ideology-is-form-racism>
- Williams, M. T. (2020). Psychology cannot afford to ignore the many harms caused by microaggressions. *Perspectives on Psychological Science*, 15(1), 38-43. <https://doi.org/10.1177/1745691619893362>
- Williams, M. T. (2021). Racial Microaggressions: Critical Questions, State of the Science, and New Directions. *Perspectives on Psychological Science*, 16(5), 880-885.

1 Pour rédiger cet article, il m'a semblé important de faire entendre la voix de personnes ayant fait l'expérience du racisme ordinaire. Un petit nombre d'entretiens informels ont donc été réalisés avec de jeunes adultes d'une vingtaine d'années.

2 Certains exemples ont été modifiés pour s'adapter à la situation belge.

3 Dans ce contexte, on considère qu'une personne est issue de l'immigration lorsque, (a) la personne est née dans un pays étranger avec une nationalité non belge à la naissance ou ; (b) descen-

dante immédiate d'au moins un parent de nationalité étrangère à la naissance (Statbel, 2021).

4 Pour en savoir plus sur le lien entre les micro-agressions et le racisme systématique voir Skinner-Dorkenoo, A. L., Sarmal, A., Andre, C. J., & Rogbeer, K. G. (2021). How microaggressions reinforce and perpetuate systemic racism in the United States. *Perspectives on Psychological Science*, 16(5), 903-925.

5 Pour en savoir plus sur les réponses aux micro-agressions voir Pérez Huber, L., & Solorzano, D. G. (2015). Les

micro-agressions raciales comme outil de recherche sur la race critique. *Race Ethnicity and Education*, 18(3), 297-320.

6 Racial gaslighting: une forme de manipulation psychologique qui amène les personnes racisées à remettre en question leurs propres expériences du racisme.

7 Pour en savoir plus sur le "racisme anti-blanc" voir les travaux de Eric Fassin, l'article Hajjat, A. (2020). Racisme antiblanc. *La Revue Nouvelle*, 5(5), 70-74, ou encore Conte, C. (2019). Peut-on parler d'un racisme antiblanc?. *Humanisme*, 325(4), 92-96.

Genre et migration

Pourquoi une approche genre à la thématique migratoire ?



La très grande majorité des réfugié-es venant d'Ukraine sont des femmes et des enfants istock.com/JoelCarillet

Dans un monde marqué par les disparités de genre¹ et une actualité médiatique et politique de plus en plus axée autour des questions d'inclusivité² et des revendications identitaires féministes, comment ne pas questionner les rapports de genre qui opèrent au sein des phénomènes migratoires ? La migration est une thématique profondément humaine et son analyse doit prendre en compte cette dimension du genre afin d'en dépendre au mieux la réalité.

Les femmes, une minorité des flux migratoires ?

La femme migrante n'est que très peu représentée au sein des discours politiques, médiatiques ou même scientifiques traitant de la migration. Malgré la généralisation de l'écriture inclusive, on parle essentiellement de migrants ou de travailleurs immigrés au masculin. On envisage le regroupement familial sous l'angle d'un père rejoint →

par sa famille. Les images des bateaux traversant la Méditerranée, des migrants-és qui forcent des frontières, ... ne mettent en évidence que très rarement des femmes. Pourtant, selon les chiffres des Nations-Unies, elles représentent depuis longtemps presque la moitié des phénomènes migratoires. En Belgique, "49 % des entrées déclarées [sur le territoire] étaient des femmes en 2015" (Myria, 2016). Ainsi, elles représentent 65 % des demandes de visa pour regroupement familial mais seulement 28 % des demandes d'asile alors qu'elles sont plus enclines que les hommes à obtenir une protection internationale (Myria, 2016). Pourtant, l'opinion publique, en Belgique comme à l'étranger, continue à se faire une idée très masculine de l'immigration. "Cette invisibilisation est problématique car le genre des individus [...] impacte les causes et les conséquences de la migration" (Le Monde selon les femmes, 2019).

La migration féminine, des causes spécifiques

"Une personne peut vouloir émigrer pour étudier, pour travailler, pour se marier, [...] Loin d'être passives, les femmes ont souvent des projets migratoires autonomes. Mais [elles] peuvent aussi migrer pour des raisons distinctes de celles des hommes et spécifiques à leur genre" (Le Monde selon les femmes, 2019). En effet, depuis le début du 21^{ème} siècle, "davantage de femmes migrent de manière indépendante, à la recherche d'emploi plutôt que dans le cadre du regroupement familial" (MIEUX, 2018). On observe une réelle volonté d'autonomisation à travers ces phénomènes migratoires dont les causes sont structurelles. Bien sûr, les femmes migrent elles aussi pour des raisons humanitaires, économiques ou encore climatiques, mais leurs motivations peuvent également être sociales et culturelles. Bien souvent victimes de discriminations liées à leur genre et inscrites dans des traditions culturelles ou religieuses, la migration représente pour ces femmes une opportunité d'échapper à la pauvreté et à certaines violences. En effet, dans beaucoup de pays, l'accès à l'éducation et à certains corps de métier n'est que toute

relative pour les personnes de genre féminin. Les femmes se retrouvent bien souvent à exercer des activités professionnelles demandant peu de qualifications et moins bien payées que celles des hommes. Certains domaines professionnels où elles sont le plus actives sont également plus enclins à une série de risques non négligeables en comparaison avec d'autres domaines plus masculins, comme par exemple le travail domestique où "le risque d'exploitation [est] accru" (MIEUX, 2018).

De plus, certains espaces socio-culturels mettent en œuvre une série de violences envers les femmes sous couvert de la tradition. Je pense notamment aux mariages arrangés ou forcés, aux mutilations génitales telle que l'excision qui est encore énormément pratiquée dans certains pays ou, tout simplement, au manque d'opportunités d'autodétermination pour les femmes qui ne vivent qu'à travers leur rôle de mère ou d'épouse. Dans de telles situations, nous ne pouvons que comprendre les motivations des femmes qui font le choix de la migration. Cette opinion est d'ailleurs partagée par certaines politiques car "l'orientation sexuelle ou les craintes de mutilation génitales peuvent être considérées dans certains pays comme des critères de persécution" (Myria, 2016) et cela peut contribuer aux conditions d'obtention d'une protection internationale.

Les inégalités de genre en œuvre à chaque étape de la migration

Entendons-nous bien, chaque expérience migratoire représente son lot de souffrances et de difficultés mais, dans le cas des femmes, celles-ci se retrouvent souvent exacerbées. Les violences qu'elles fuient ont tendance à se reproduire tout au long de leur parcours. "Sur les routes migratoires, elles peuvent être victimes d'harcèlement, d'agressions sexuelles, de violences de genre, de racisme, de violences économiques, de la part des passeurs, des forces de l'ordre, des militaires, ..." (Le Monde selon les femmes, 2019). Le fait d'être en dépla-

cement, démunies face à des espaces inconnus, marquées par la fatigue et une certaine précarité économique, participe à accroître leur vulnérabilité face aux risques de violence.

Une fois arrivées dans leur pays d'accueil, cette vulnérabilité ne disparaît pas au profit d'une intégration égalitaire. Toujours vulnérables aux violences "de la rue", les femmes immigrées ont également plus de difficultés à s'insérer professionnellement et économiquement dans la société qui les accueille. En effet, si "le taux d'emploi des personnes d'origine belge (73%) est supérieur aux taux d'emploi observés pour les personnes d'origine étrangère" (Myria, 2016), il l'est d'autant plus pour les femmes immigrées que pour les migrants masculins. De plus, les migrantes sont également plus exposées au risque de tomber dans des réseaux de travail sexuel ou d'autres formes d'exploitation à cause de leur vulnérabilité particulière.

L'impact des phénomènes migratoires sur les rapports de genre

Quoi de pire qu'être une femme dans nos sociétés ? Être une femme immigrée. En effet, en combinant cette double identité de femme et d'étrangère, les migrantes subissent une double discrimination. D'abord, "la qualification des femmes immigrées est peu reconnues et [elles] occupent souvent un emploi pour lequel elles sont surqualifiées" (Le Monde selon les femmes 2019), on peut parler d'une réelle "division sexuelle et ethnique mondiale du travail" (Le Monde selon les femmes, 2019). Leur avenir professionnel est également impacté par les difficultés qu'elles rencontrent à faire reconnaître leurs diplômes ou leurs qualifications ou à accéder à des formations. Cette situation est d'autant plus vraie pour les femmes immigrées qui ont des enfants à charge. Pour celles qui arrivent à mener une activité professionnelle, celle-ci est souvent dévalorisée socialement et mal payée. Ainsi, l'insertion professionnelle de ces femmes immigrées se concentre sur le domaine du "care" (domesticité, travail de soin) ou dans le secteur informel (ménage, garde d'enfant, ...). Des secteurs connus pour être durs, précaires, peu reconnus et, surtout, dans lesquels il est facile de tomber dans l'exploitation. De facto, les femmes d'origine étrangère ont beaucoup plus de risques

de terminer à la rue ou bien dans des réseaux de traites ou de prostitution, ce qui renforce d'autant plus les préjugés qui leurs sont propres.

Dans certains cas, la migration peut au contraire impacter de manière bénéfique l'image de la femme et renverser certains stéréotypes. En effet, après avoir gagné une certaine autonomie financière, les femmes migrantes sont plus enclines à participer au développement de leurs pays d'origine soit à travers l'envoi de fonds, soit en facilitant la migration d'autres personnes restées au pays (MIEUX, 2018). On peut donc supposer que, suite à un parcours migratoire "réussi"³, les femmes migrantes bénéficieraient d'une forme d'ascension sociale dans leurs sociétés d'origine et renverseraient des rapports de genre masculinistes⁴.

Quel avenir pour une approche genrée de la migration ?

Ces dernières années, la communauté internationale a été marquée par l'intégration de préoccupations particulières autour des questions de genre. Au moment de l'énonciation des "nouveaux" Objectifs de Développement Durables, la dimension inclusive de ceux-ci a été mise au premier plan dans les discours des différentes institutions. D'après l'Union Européenne, "les normes internationales relatives aux droits de l'homme et les cadres existants comprenaient déjà des dispositions spécifiques aux migrantes et au moyen d'assurer leur protection" (MIEUX, 2018) mais, malgré l'existence de cette base théorique et légale sur la place de la femme au sein des phénomènes migratoires, elle doit encore "être prise en considération et appliquée lors du développement de toute politique liée à la question des migrations" (MIEUX, 2018). Mais si les institutions reconnaissent l'importance de cette dimension genrée de la migration et ont déjà identifié plusieurs pistes concrètes pour l'intégrer à leurs programmes politiques, sociaux ou économiques, l'application de celles-ci reste encore timide.

En effet, malgré de nombreuses initiatives et l'élaboration de plusieurs plans d'action concrets, "les directives européennes ([notamment] celles relatives au droit d'asile, au regroupement familial [ou] à l'emploi qualifié [...]) ne prennent pas →

Chaque expérience migratoire représente son lot de souffrances et de difficultés mais, dans le cas des femmes, celles-ci se retrouvent souvent exacerbées.

assez en compte le genre” (Le Monde selon les femmes, 2019). L’analyse politique de la femme immigrée se réduit à sa vulnérabilité face aux violences sexuelles sans prendre en compte les autres aspects (sociaux, professionnels, ...) que le genre peut apporter à leurs parcours migratoires. De plus “l’intégration du genre est [...] encouragée mais [...] pas assez utilisée. [...] Prendre en compte les femmes et leur vulnérabilité est un pas, mais il faut encore faire un travail plus profond avec les lunettes genre et intersectionnalité⁵, qui doit passer par la compréhension et la déconstruction des rôles genrés, pour arriver à une véritable égalité.” (Le Monde selon les femmes, 2019). Une recommandation entendue et intégrée par les institutions internationales qui continuent à poursuivre la recherche sur ces thématiques notamment à travers le travail de nombreux·ses expert·es “afin de mieux comprendre les facteurs d’incitation et d’attraction pour les femmes [et permettre leur] inclusion [...] dans toutes les politiques développées dans des pays d’origine et de destination, et dans des ateliers thématiques” (MIEUX, 2018).

Zoé Vandermeeren

Chargée de projets en éducation citoyenne et permanente

- 1 Le genre est un concept à travers lequel on désigne l’identité sexuée d’une personne, la façon dont elle se perçoit. Il s’agit d’une construction sociale, l’identité de genre d’une personne ne doit pas forcément correspondre à son sexe biologique mais à celui auquel elle s’identifie. Il existe une multitude d’identités de genre. Par souci de facilité, cet article se concentrera sur une approche genrée binaire c’est à dire distinguant les parcours migratoires des hommes de ceux des femmes.
- 2 L’inclusivité (à ne pas confondre avec l’inclusion) est un concept qui désigne la disposition d’une chose (comportement, discours, attitude, ...) à être accessible à tous et toutes sans discriminations de genre, d’origine sociale ou géographique/ethnique, ... C’est une position à adopter afin d’inclure tout le monde et également de permettre l’empowerment des personnes issues de minorités. A la différence, l’inclusion désigne uniquement l’action d’inclure quelque chose ou quelqu’un dans une autre chose.

- 3 Il n’y a pas de critères pour désigner une migration “réussie” ou non. L’adjectif “réussi” a été utilisé ici par souci de facilité littéraire afin de désigner les femmes qui ont pu s’intégrer à leur société d’accueil en atteignant un certain niveau de revenus. Pour autant, l’utilisation de ce terme est problématique. En effet, l’injonction à la réussite est souvent présente dans les discours portant sur la migration afin de désigner les personnes immigrées dont l’intégration satisfait à une série de critères (sociaux, culturels, économiques, ...) totalement subjectifs. L’utilisation de ce terme participe à cette injonction qui provoque une aliénation sociale et psychique des individus qui y sont confrontés et qui ne pourront jamais atteindre une “réussite” de par le fait qu’on la désigne comme telle.

Pour aller plus loin :

Lectures :

- Le Monde selon les femmes, “Genre et migration”, Recherche & Plaidoyer, n°24, 2018 (disponible gratuitement en téléchargement)
- Cristina Reyna Sanchez, “La reconnaissance des femmes migrantes en Belgique : au-delà d’une citoyenneté sur papier”, Femmes en mouvement, 2004
- Jeannine Moninga-Gbogbu, “Les organisations de migrantes en Belgique s’associent à des initiatives collectives dans leur pays d’origine”, Cahier Genre et Développement, n°5, 2005

Podcasts :

- “Les impasses de la migration, épisode 3 : Femmes migrantes invisibles”, LSD, La série documentaire, France culture, 2021 : <https://www.franceculture.fr/emissions/lsd-la-serie-documentaire/femmes-migrantes-invisibles>
- “L’intégration au prisme du genre”, En pratique, Binge Audio, 2021 : <https://www.binge.audio/podcast/parler-comme-jamais/lintegration-au-prisme-du-genre>
- “Femmes et frontières : les migrants sont des migrantes”, EuroPod, 2021
- https://www.lepod.fr/Femmes-et-frontieres-les-migrants-sont-des-migrantes_a1853.html

Bibliographie :

- Myria, “La journée internationale des migrants : la migration a-t-elle un genre ?”, Myriatics, n°6, 2016 : <https://www.myria.be/files/Myriatics-6-FR.pdf>
- Le Monde selon les femmes, “Mais où est le genre ? Les impacts du genre sur la migration internationale”, Youmanity, 2019 : <https://www.youmanity.org/mais-ou-est-le-genre-les-impacts-du-genre-sur-la-migration-internationale/>
- MIEUX (Migration EU eXpertise), “Fiches d’information thématique : genre et migration”, mieux-initiative, 2018 : https://www.mieux-initiative.eu/files/MIEUX_Factsheet%20_Gender_FR_final.pdf
- 4 L’adjectif “masculinistes” est utilisé ici pour désigner l’ascendant (ou le rapport de pouvoir) des hommes sur les femmes (ou les autres identités de genre minoritaires). On pourrait également dire “partiarcal” ou “à l’avantage des hommes”.
- 5 L’intersectionnalité est un concept sociologique et politique désignant l’appréhension d’une situation selon les différents rapports de domination qui y oeuvrent. Il est utilisé notamment pour désigner la pluralité des discriminations auxquelles une personne peut être confrontée et le fait que ces discriminations participent à se renforcer mutuellement.

Le chemin des quatre "S", pour une lutte collective et non coercitive

Il n'est plus à prouver que les inégalités se cumulent et s'entremêlent et que les luttes doivent être interconnectées. L'actualité nous prouve malheureusement que le racisme est toujours bien ancré dans notre société avec des discours de qui est ou non un "bon migrant". **Une question se pose donc naturellement : comment pouvons-nous lutter ensemble contre ces inégalités sans à notre tour reproduire des systèmes d'oppression ? Quelle est la place de chacun-ne dans ces combats ?**

J'ai été confrontée durant l'été 2017 lors de ma participation au Festival Esperanzah à la réalité des migrations, des inégalités et du racisme qui en découlent. Toujours à ce même festival, durant les étés 2018 et 2019, j'ai appris que j'avais des privilèges et en même temps, que je subissais le patriarcat. Ce fut le début d'une prise de conscience plus large : le fait que les inégalités sociales sont cumulatives et interconnectées. Je ne peux plus les nier : je suis une femme blanche, hétérosexuelle et j'étudie à l'université. En tant que femme, je subis des oppressions liées à mon genre mais elles ne sont pas les mêmes qu'une femme racisée qui a vécu un parcours migratoire. Dans une société qui racialise les personnes, je fais partie des dominants. C'est un fait : je dispose d'un privilège lié à ma couleur de peau et je ne connais dès lors pas de racisme. **Mais après avoir pris conscience de mes privilèges que puis-je faire d'autre ?**

Partons ensemble à la découverte de quatre conseils qui m'ont aidée dans mon processus de déconstruction et qui selon moi permettent de lutter sans devenir dominant-e à notre tour.

Se positionner

Il est question, dans un premier temps, de savoir se positionner afin de pouvoir agir. Mais également

définir pourquoi on agit. Fini les sentiments de pitié, d'agir pour la "bonne cause", prétendre ne pas agir pour notre profit personnel : se donner bonne image ou bonne conscience n'aidera pas ! Si nous voulons lutter ensemble, c'est bien dans un idéal de justices sociales pour tous-tes et non pas seulement pour les oppressions que nous subissons personnellement. Il est par conséquent fondamental d'être conscient-e de nos privilèges, de les reconnaître même si cela est dérangeant et qu'on ne s'en sent pas responsable. Cela n'enlève toutefois rien au fait que nous sommes responsables du fait de ne pas les reproduire mais d'au contraire, chercher à les équilibrer.

Se taire et écouter

En plus d'être conscient-e de notre place dans la société, la deuxième étape est de savoir quand se taire, quand parler et surtout quand écouter les autres. Il est important de ne pas se comporter comme le sauveur ou le porte-parole d'une cause. Il faut connaître ses limites, pouvoir se remettre en question et ne pas s'approprier une cause, rester à sa place de "non concerné-e" par une oppression ou plusieurs, sans se mettre en avant ! Pour cela, je dois accepter la critique, écouter si quelqu'un me dit que là je ne suis pas concerné et me retirer même quand on ne me le demande pas.

Aller à l'écoute du parcours d'un-e migrant-e, du vécu d'autres personnes racisées permet de se rendre compte de la réalité, de ce qui se passe réellement autour de nous. Il est important de comprendre les ressentis de ces personnes, de faire preuve d'altruisme et de porter une justice sociale afin de ne plus participer à ce système qui renforce les inégalités. →

Se décentrer

Je dois arrêter de me mettre en avant, de parler à la place des personnes concernées. C'est problématique : la légitimité des personnes opprimées est remise en cause. Prendre la parole pour elles, à leur place, sans leur présence, va reproduire de manière consciente ou non, un rapport de pouvoir. La meilleure solution est de leur "laisser le centre", leur donner de la visibilité, par exemple, en citant leurs travaux et écouter leur parole d'expert-es. Même si elles ne sont pas visibilisées dans les médias mainstream, relayer les blogs et les comptes de réseaux sociaux, plateformes ou autres qu'elles portent et nourrissent de leurs vécus et expertises.

Et le plus important est d'accepter qu'on soit recadré et que le "statut" d'allié-e nous soit refusé ou même retiré. Être allié-e, ce n'est pas ce qui fait notre identité mais bien un processus relationnel et mouvant.

Mais concrètement que puis-je faire à mon échelle sans empiéter ? Je peux utiliser mon privilège afin de faire valoir une nouvelle vision, une prise de conscience dans mon propre groupe social. Je ne dois pas hésiter à remettre en place un membre de ma famille comme mon "oncle sexiste et raciste" qui pense que les réfugiés viennent prendre son boulot. Je ne peux pas tolérer des propos ainsi dans mes groupes d'ami-es non plus. C'en est fini de se taire ! Par ailleurs dans cette hypothèse, cette voix, voire même voie, sera mieux écoutée et prise en compte si elle vient de nous.

S'éduquer soi-même

Il est bien évident qu'il est nécessaire de s'informer, de comprendre et de s'éduquer seul-e avant de rejoindre une cause. Et pour cela, internet et les livres sont nos amis. Nul besoin de demander sans cesse qu'iels nous éduquent sur ce qu'est la migration, le racisme ou bien encore le sexisme. Il faut apprendre quelle est la meilleure façon de faire et ainsi éviter le syndrome du-de la sauveur-seuse.

Il est évident que ces quatre étapes ne sont pas exhaustives : il s'agit d'apprentissages mouvants qui se font en parallèle, un effort de chaque instant et d'une vie entière. Ce sont les étapes qui ont été es-

sentielles pour moi à la suite de mes lectures et mes expériences personnelles afin de nous permettre de lutter ensemble sans devenir des oppresseurs-seuses. Il n'est pas question ici d'arrêter d'avoir de l'empathie mais bien d'agir, ce qui est possible lorsque dans la société, nous occupons la position dominante. **Loin de moi l'idée d'affirmer qu'en tant que personne privilégiée, nous ne sommes pas dominées dans certaines circonstances. Seul le cumul des oppressions vous permettra de savoir à quel point vous l'êtes par rapport à quelqu'un d'autre...**

Peut-être que tu seras fatigué-e de tout le temps te remettre en question, de t'éduquer, de remettre à sa place tonton Jack, etc. Tu voudras une pause et c'est ok. **Mais lorsque l'on prend part à une lutte, il est important de se souvenir que les oppressions ne prennent pas de pause...**

Mélanie Pepermans,

étudiante en Sciences de la population et du développement à l'ULiège

Pour aller plus loin :

- Kiffe ta race – #27 check tes privilèges blancs
- Tout va bien – Racisme, sexisme, mépris de classe... comment lutter sans dominer ?
- Pour parler de masculinité et féminisme : les couilles sur la table de Victoire Tuailon sur Binge audio

Lectures que je conseille :

- "De la marge au centre de Bell Hooks"
- "Lutter ensemble" de Juliette Rousseau
- "Kiffe ta race" de Rokhaya Diallo et Grace Ly

Sources :

- Binge Audio [Kiffe ta race]. (2019, 26 février). Comment être un-e bon-ne allié-e ? [Vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=HQW_-JrjFTw
- Lallab (2017, 3 mars). 11 conseils pour être un.e bon.ne allié.e. Lallab Magazine. <https://www.lallab.org/11-conseils-pour-etre-un-e-bon-ne-allie-e/>
- Le Gallo, S. & Millette, M., (2019). Se positionner comme chercheuses au prisme des luttes intersectionnelles : décentrer la notion d'allié.e pour prendre en compte les personnes concernées. Genre, sexualité & société, 22. <https://doi.org/10.4000/gss.6006>
- Pereira, I. (2021, 5 avril). Pédagogie des allié-e-s. Les cahiers de pédagogies radicales. <https://pedaradical.hypotheses.org/3443>

Les migrations, un sujet UNIC !



Faculté de médecine,
bibliothèque
des sciences de la vie
© ULiège S.Seyen

Projet d'Université européenne réunissant huit universités situées dans des villes post-industrielles, UNIC vise à promouvoir le rôle de ces universités, comme acteurs de la transition sociale, technologique et économique, et comme moteurs de l'inclusion dans des régions caractérisées par la super-diversité de leurs populations. Retour sur les fondements et les perspectives de ce projet ambitieux qui allie enseignement, recherche et société.

Né d'un appel à projet de l'Union Européenne visant à promouvoir les synergies internationales, le projet UNIC rassemble huit universités européennes au passé et au présent commun. Toutes situées dans des villes post-industrielles, l'Université de Deusto (Bilbao, Espagne), l'Université de la Ruhr (Bochum, Allemagne), l'Université de Cork (Irlande), l'Université de Koç (Istanbul, Turquie), l'Université d'Oulu (Finlande), l'Université Erasmus (Rotterdam/Pays-Bas) qui coordonne le projet, l'Université de Zagreb (Croatie) ainsi que l'Université de Liège ont souhaité, ensemble, mettre en place un projet qui vise à favoriser les transitions socio-économique, technologique et culturelle en érigeant la diversité, l'inclusion et la mobilité comme points cardinaux. Ces huit

universités sont également membres du réseau IMISCOE (International Migration, Integration and Social Cohesion in Europe) - dont l'ULiège assure actuellement la présidence - le plus grand réseau de recherche interdisciplinaire d'Europe dans le domaine des études sur la migration, l'intégration et la diversité.

Des universités ancrées dans des villes qui partagent de nombreux points communs. Des villes portuaires, au passé industriel, qui traversent une phase de reconversion économique qui détermine l'émergence de défis sociétaux

nouveaux - comme la mobilité, l'inclusion et la diversité - auxquels nous devons faire face. Si Liège est étroitement associée au déclin et à la chute de l'industrie métallurgique, d'autres villes de l'alliance UNIC ont connu des événements du même acabit : fermeture de l'usine Opel à Bochum, celle Ford à Cork, difficultés économiques du géant de la téléphonie Nokia à Oulu et bien d'autres. Ces villes ont également comme point commun leur riche composition démographique, fruit de mouvements migratoires passés et présents. Une population qui se diversifie constamment par une complexification croissante des trajectoires et des profils des individus en termes d'origine, d'âge, de genre, de religion, de culture et style de vie, de situation socio-économique, de handicap, etc.

Les universités partenaires du projet UNIC visent ainsi à avoir un impact sociétal concret sur l'environnement local, en participant activement aux réflexions et aux démarches concernant les défis que les villes et leurs populations rencontrent, et en favorisant un processus d'inclusion d'étudiant-es aux profils diversifiés. Il importe en effet de renforcer les synergies et l'utilité sociale des connaissances, →

dans une approche transversale de la gestion des défis urbains. La complexité des problèmes et des politiques urbaines nécessite d'établir des collaborations et des partenariats entre chercheur-es, étudiant-es et acteurs-trices locaux-ales, dans une démarche de co-construction, de décloisonnement et d'enrichissement mutuels. Des universités qui ont souhaité, ensemble, développer un projet ambitieux et riche, qui repose sur trois grands piliers qui allient enseignement, recherche et société.

Les trois piliers du projet UNIC

L'alliance UNIC, qui regroupera, à terme, virtuellement et physiquement près de 225.000 étudiant.e.s et 30.000 chercheur.e.s, repose sur trois piliers : la création d'un campus interuniversitaire, de CityLabs et d'une Académie de la super-diversité.

Le **campus interuniversitaire** va permettre aux étudiant-es, aux membres du personnel, aux chercheur-es et enseignant-es de se déplacer sans contraintes pour se former, enseigner, faire de la recherche et partager des services au sein du consortium UNIC, indépendamment de leur milieu socio-économique et culturel.

Les **CityLabs**, des laboratoires d'idées et des lieux de rencontre dans les espaces publics, souhaitent promouvoir le renouvellement et la revitalisation sociale et urbaine de nos villes post-industrielles par la culture. Des rencontres pour stimuler les échanges de "bonnes pratiques" en matière d'inclusion sociale, de relations entre les espaces culturels créatifs et les quartiers. Des laboratoires d'idéation qui souhaitent promouvoir les différentes cultures des populations de nos villes post-industrielles et le multilinguisme. Des lieux d'échanges au sein des villes afin de renforcer et d'ancrer le lien que chaque université a avec sa ville.

Enfin, le projet UNIC souhaite créer une **Académie de la super-diversité**, un ensemble de bonnes pratiques d'inclusion des étudiant-es et du personnel de toutes origines, caractéristiques socio-économiques, genres, âges, etc. En outre, l'inclusion est une priorité du programme européen Erasmus+ dans lequel s'inscrit le projet UNIC, avec une valorisation de la différence et un focus sur les actions qui favorisent l'accès et la participation: "L'inclusion [est] au cœur de la stratégie du programme Erasmus+. L'inclusion constitue l'une des prio-

rités de la Commission européenne dans le cadre de la programmation 2021-2027. Elle se conçoit comme la capacité du programme à promouvoir la diversité sous toutes ses formes en tant que source précieuse d'apprentissage ; tant en finançant des projets mettant l'inclusion au cœur de leurs activités, qu'en facilitant l'accès [aux mobilités] à des personnes ayant moins d'opportunités".

UNIC à l'ULiège

Depuis sa création, le projet UNIC a permis l'organisation, à Liège, de plusieurs initiatives impliquant une pluralité d'acteurs : étudiant-es et futurs étudiant-es, chercheur-es, membres du personnel de l'université, représentant-es de l'administration de la ville et de la société civile. Des ateliers d'écriture rassemblant des étudiant-es et des futurs étudiant-es ont par exemple été menés dans des écoles secondaires, afin de permettre un échange informel entre pairs à propos de l'expérience universitaire et des services de support présents. Cette démarche est en lien, entre autres, avec un processus d'évaluation des pratiques d'inclusion auquel l'Université de Liège participe dans le cadre du projet UNIC, sollicitant ainsi une réflexion sur les démarches existantes et les améliorations possibles. Dans le cadre du **Festival CityLabs** - qui s'est tenu à Liège en octobre 2021 - une rencontre organisée par le CEDEM (Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations de l'Université de Liège), la Fédération des étudiants de l'ULiège, les associations Interra, Le Monde des Possibles, et la Haute Ecole de la Province de Liège, a permis d'adresser la thématique des "étudiant-es en exil", c'est-à-dire de discuter des difficultés rencontrées par les jeunes qui entament un parcours universitaire à l'Université de Liège tout en étant en situation d'exil de leur pays d'origine, aujourd'hui et par le passé. Cette rencontre a permis d'élaborer une série de recommandations visant l'amélioration de l'expérience de ces jeunes, et de les soumettre aux autorités académiques. Et ce n'est pas tout ! Ces réflexions seront poursuivies dans le cadre d'échanges, organisés en juin 2022 avec la Ville de Cork, avec les villes partenaires, notamment à Oulu, lors du second Festival CityLabs. En effet, face aux nombreux défis ouverts par l'immigration et la diversité, il importe d'échanger sur la façon d'y répondre localement et de s'inspirer mutuellement à cet égard quant aux

pratiques concrètes.

L'Université de Liège a récemment adhéré à la campagne "Rendons notre université hospitalière", et a adopté une déclaration de principes qui a pour objectif "d'amener la communauté universitaire à réaffirmer son engagement dans une démarche d'accueil, d'hospitalité et de valorisation des initiatives portées par les membres de la communauté à travers tous ses corps, conformément à chacune de ses missions (l'enseignement, la recherche et le service à la collectivité)". Cette démarche résonne avec l'adoption par la Ville de Liège de la motion de "Commune hospitalière" visant "à améliorer le quotidien des migrants résident à Liège par des engagements concrets", et démontre une convergence de valeurs et d'approches entre ville et université. Les rencontres et initiatives organisées dans le cadre du projet UNIC ne s'arrêtent pas là, de nombreux autres rendez-vous sont et seront encore programmés dans les prochains mois.

UNIC4ER

Le projet UNIC comprend également un important volet lié à la recherche, financé pour sa part dans le cadre d'un financement européen Horizon2020. Le développement de formes ultérieures de collaboration entre la Ville et l'Université est envisagé dans le cadre du projet UNIC4ER qui porte précisément sur la mise en place d'une plateforme de "recherche engagée" permettant à l'Université, à ses partenaires locaux et aux citoyen.nes de co-construire des démarches d'étude autour des enjeux sociétaux. Par "recherche engagée" on entend des approches de recherche collaboratives avec la société. Cela suppose que les connaissances, les idées et l'expertise développées proviennent de diverses sources – chercheur-es, citoyen.nes, décideur-es politiques, praticien.nes du terrain – et que les résultats de ces recherches émergent d'un processus de coproduction des connaissances par le biais de partenariats ayant un impact sur la société. La recherche engagée englobe une série de méthodologies participatives et communautaires et garantit la rigueur de la recherche, sa démocratisation de la recherche et l'impact accru des activités de recherche sur la société. Cette dimension scientifique du projet UNIC offre des opportunités fondamentales pour une université européenne

cherchant à développer une meilleure compréhension des défis post-industriels d'aujourd'hui – y compris ceux liés à l'inclusion et à la diversité, point central de ce projet – ainsi qu'à offrir un aperçu des approches potentielles pour relever ces défis.

UNIC, université européenne

Le projet UNIC permet l'enrichissement en se confrontant aux pratiques des universités partenaires comme source de débat et d'inspiration. Outre la question de l'inclusion de manière plus large, la question de l'inclusion des étudiant-es venant de l'étranger, avec des profils et des trajectoires diversifiés, se pose au sein des institutions d'enseignement supérieur comme un enjeu majeur, étant donné les besoins spécifiques de ces étudiant-es. L'échange autour des approches développées par chaque université est bénéfique en ce qu'il permet de mettre en perspective ses propres pratiques et d'envisager des pistes d'amélioration. Lors du prochain Festival CityLabs qui se tiendra à Oulu en juin 2022, l'ULiège organisera un nouveau panel de discussion à ce sujet, avec l'Université de Cork, qui a obtenu en 2018 le statut d'Université Sanctuaire et qui a récemment relancé un programme d'accueil des étudiant-es réfugié-es. À terme, UNIC proposera des masters interuniversitaires et pluridisciplinaires, partant de cours existants et en proposant de nouveaux, pour traiter des défis socioéconomiques, urbains, culturels, migratoires et inclusifs qui influenceront la reconversion des villes post-industrielles.

En savoir plus sur UNIC et UNIC4ER : www.unic.eu
et sur les activités UNIC à l'ULiège : www.unic.uliege.be

Auteurs et rôles/affiliations :

Laura Beuker,
chercheuse au Lentic, chargée de projet à la MSH et collaboratrice au sein du projet UNIC pour l'ULiège

Florence Hautekeer,
coordinatrice administrative du projet UNIC pour l'ULiège

Julie Louis,
chargée de communication de la Recherche, en charge de la communication du projet UNIC pour l'ULiège

Elsa Mescoli,
chercheuse postdoctorale et maître de conférences à la Faculté de Sciences Sociales, collaboratrice au sein du projet UNIC pour l'ULiège



Envie de...

Prendre la plume

dans notre magazine Cultivons le Futur

Mener des actions

de sensibilisation sur votre campus

Vous former & échanger

sur des enjeux sociaux et environnementaux

Mettre vos compétences

au service de la solidarité internationale

Vous souhaitez nous soutenir ?

Faites un don !

Grâce au soutien de nos bailleurs institutionnels, chaque euro que vous versez nous permet de mobiliser jusqu'à 10 euros pour nos actions.

Votre soutien financier est indispensable à la réalisation de nos projets.

Contribuez à nos actions en faisant un don sur le compte BE04 5230 8027 2831

(attestation fiscale pour tout don à partir de 40 euros).

Merci de votre soutien !

[Cont@ctez-nous !](mailto:Cont@ctez-nous!)

alienor.pirlet@eclosio.org

Eclosio
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE